

A watercolor-style map of the province of Quebec, rendered in shades of purple, magenta, and red. The map is positioned on the right side of the page, with its top edge roughly aligned with the top of the title text.

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC

BILAN 2018



Centre sur la productivité
et la prospérité
Fondation Walter-J.-Somers
HEC MONTRÉAL

Mars 2019

Auteurs

Jonathan Deslauriers
Robert Gagné
Jonathan Paré

Professionnel de recherche

Olivier Aubry

Mise en page

Jérôme Boivin 

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC

BILAN 2018

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principal sujet d'étude le Québec. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats de ses travaux par des activités de transfert et d'éducation.

À propos de la Fondation Walter J. Somers

En hommage au fondateur de l'entreprise Walter Technologies pour surfaces, la famille Somers a mis sur pied la Fondation Walter J. Somers. À travers différents dons, la Fondation perpétue l'héritage familial d'engagement envers la communauté et contribue à la prospérité de la société québécoise, d'abord en veillant à améliorer sa productivité, mais également en appuyant l'excellence dans l'éducation des jeunes.

Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp ou écrivez-nous, à info.cpp@hec.ca.

Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers HEC Montréal

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) Canada H3T 2A7
Téléphone : 514 340-6449

Dépôt légal : premier trimestre 2019

ISBN : 978-2-924208-63-2

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

Bibliothèque et Archives Canada, 2019

Cette publication a bénéficié du soutien financier du ministère des Finances du Québec et de la Fondation Walter J. Somers.

Les textes, opinions, renseignements et informations exprimés dans le document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et non celle du ministère des Finances. L'information présentée dans ce document ne reflète pas nécessairement les opinions du ministère des Finances.

Image de couverture : iStock @werbeantrieb

Illustrations : iStock @antoniochr

© 2019 Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers, HEC Montréal



TABLE DES MATIÈRES

MOT DU DIRECTEUR	4
SECTION 1 - Le Québec en perte de vitesse	5
SECTION 2 - Pourquoi un tel retard ?	10
SECTION 3 - Mieux comprendre la faible croissance de la productivité du travail du Québec au cours des 20 dernières années	15
SECTION 4 - Pourquoi se préoccuper de la faiblesse relative du niveau de vie au Québec ?	25
SECTION 5 - Le point sur les inégalités	30
SOURCES	37



«l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec d'une vaste majorité de pays occidentaux augmentera inéluctablement si rien n'est fait pour corriger le tir»

MOT DU DIRECTEUR

En 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers (CPP) publiait la première édition de *Productivité et prospérité au Québec – Bilan* avec pour objectif de favoriser la compréhension de l'enjeu de la productivité et de ses effets sur la prospérité économique du Québec. Les faits constatés à cette époque avaient de quoi préoccuper les Québécois : en conséquence d'une croissance particulièrement lente de la productivité du travail de la province entre 1981 et 2008, le Québec avait enregistré l'une des plus faibles augmentations en termes de niveau de vie parmi les 20 principaux pays de l'OCDE (OCDE20).

Au cours des dix années qui ont suivi, le discours politique a progressivement évolué et le gouvernement du Québec a résolument cherché à corriger le tir. Sur le fond, le problème est toutefois demeuré entier : faute d'avoir redressé sa performance en matière de productivité, le Québec peine toujours à générer de la richesse. Depuis la récession de 2008, seules la Nouvelle-Zélande et la province de Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré une croissance inférieure à celle du Québec en matière de productivité du travail de sorte que la province n'a pas été en mesure d'amorcer le rattrapage nécessaire pour combler l'écart cumulé au fil des ans.

La faible croissance de l'économie québécoise est d'autant plus préoccupante qu'aucun événement conjoncturel d'envergure n'a plombé l'économie dans l'intervalle. C'est donc dire que le retard économique du Québec aurait désormais une origine structurelle, soit que les fondements de l'économie du Québec ne lui permettraient plus de suivre la cadence des autres pays. Autrement dit, l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec d'une vaste majorité de pays occidentaux augmentera inéluctablement si rien n'est fait pour corriger le tir.

Sur la base de ce constat, le CPP propose la dixième édition de *Productivité et prospérité au Québec – Bilan* en proposant une série de fiches thématiques articulées autour de la question de la prospérité économique du Québec. En un coup d'œil, il vous sera possible de vous familiariser avec les principaux repères économiques et ainsi mieux comprendre les enjeux qui sous-tendent la situation économique du Québec.

Bonne lecture!

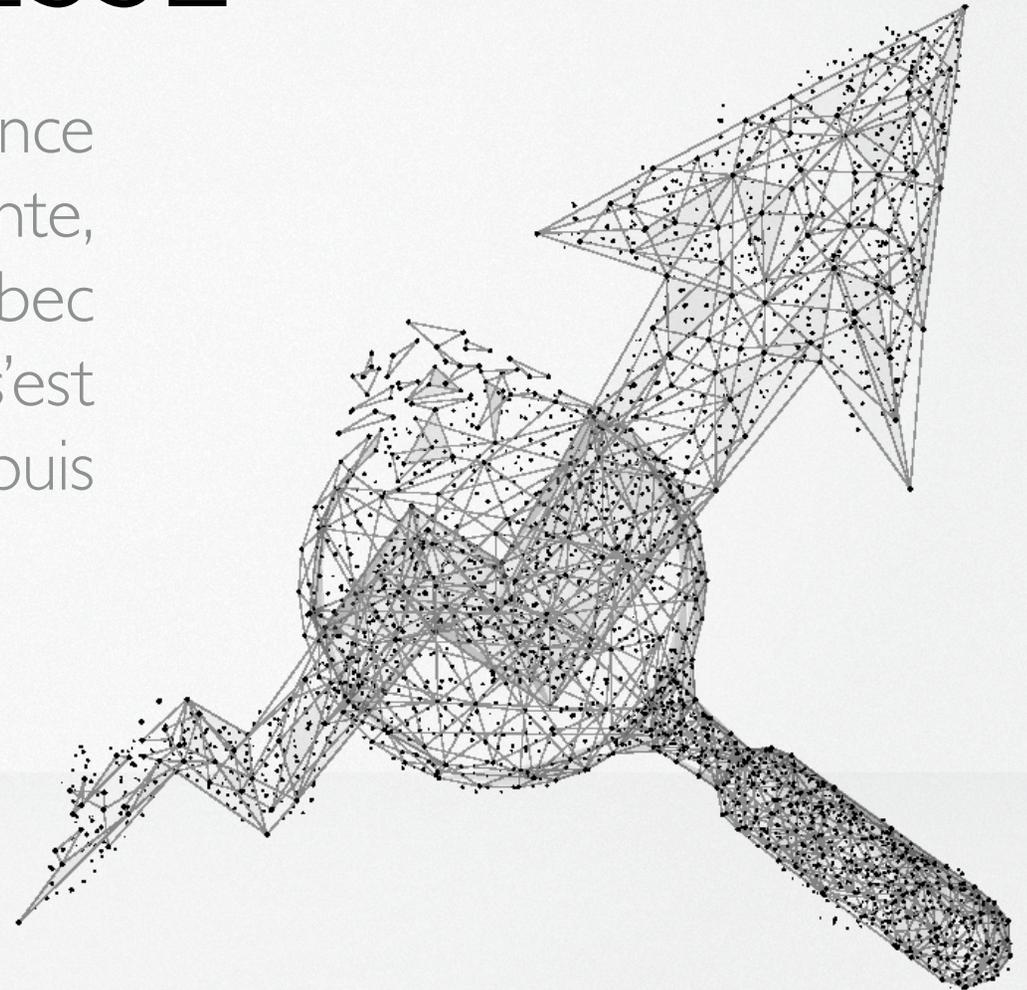
Robert Gagné

Directeur du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Section I

LE QUÉBEC EN PERTE DE VITESSE

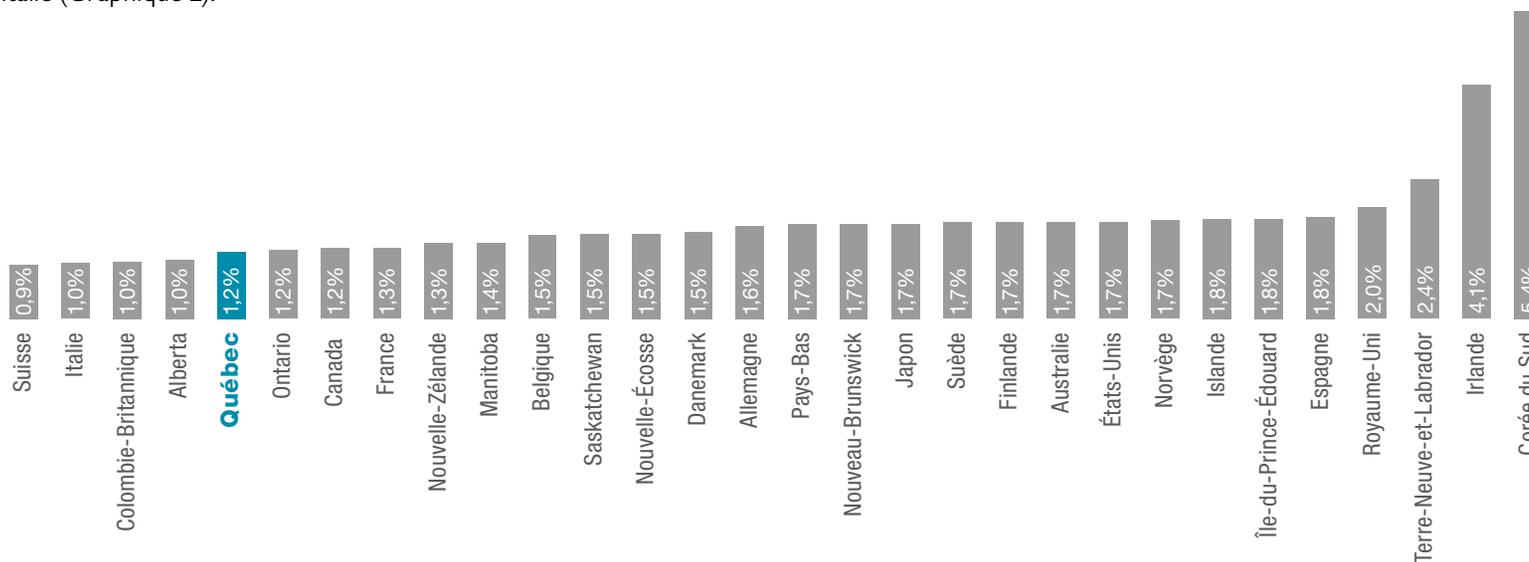
En conséquence d'une croissance économique particulièrement lente, la performance relative du Québec en matière de niveau de vie s'est progressivement détériorée depuis le début des années 80.



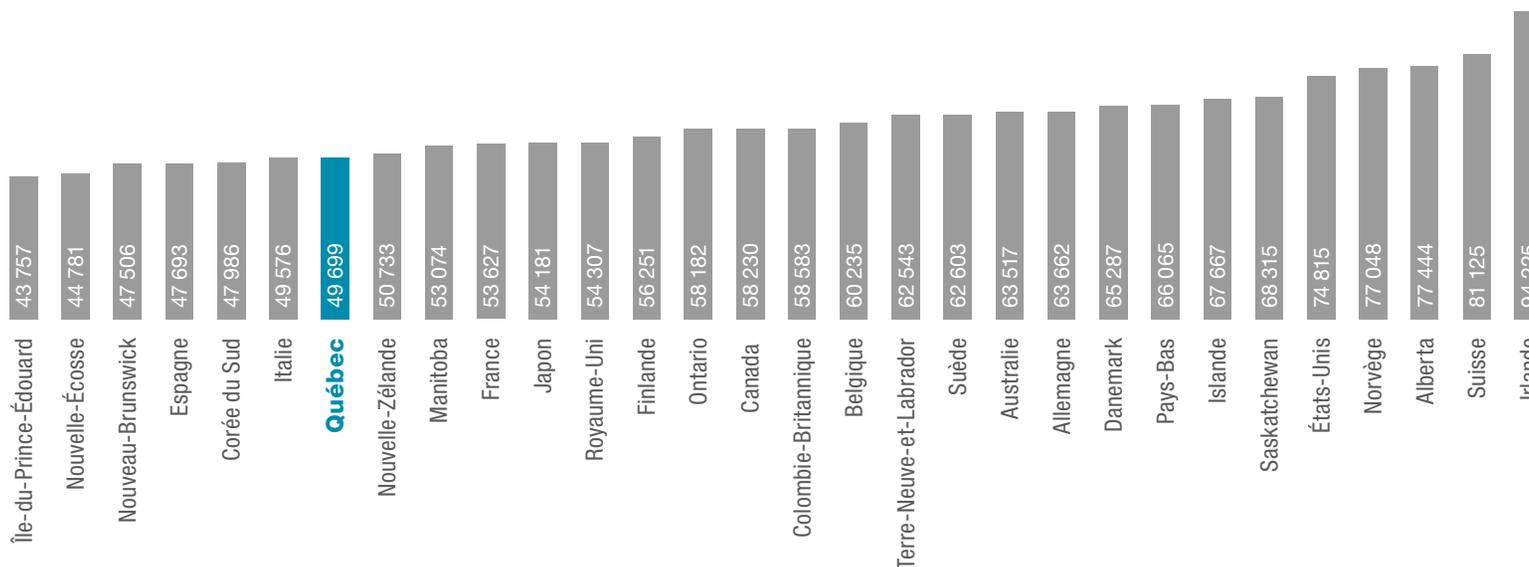
UN RYTHME DE CROISSANCE INSUFFISANT

Depuis 1981, le niveau de vie au Québec progresse à un rythme particulièrement lent. Avec une croissance annuelle moyenne de 1,2 % au cours des 36 dernières années (Graphique 1), le Québec a enregistré l'une des plus faibles progressions parmi les 20 pays de l'OCDE sélectionnés et les 9 autres provinces canadiennes. Résultat : la province affiche aujourd'hui un niveau de vie relativement faible. Désormais relégué en peloton de queue en matière de niveau de vie, le Québec ne devance que les provinces maritimes, l'Espagne, la Corée du Sud et l'Italie (Graphique 2).

GRAPHIQUE 1
CROISSANCE ANNUELLE
MOYENNE DU NIVEAU DE
VIE À PARITÉ DES POUVOIRS
D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2017
En pourcentage



GRAPHIQUE 2
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES
POUVOIRS D'ACHAT EN 2017
PIB par habitant en dollars canadiens
de 2017 à parité des pouvoirs d'achat



LA PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT

Pour être en mesure de comparer le niveau de vie du Québec à celui de certains autres pays, on doit s'assurer de comparer la performance des pays dans une monnaie commune. L'objectif est ici fort simple : savoir que le PIB par habitant de la Suède s'élevait à 455 256 couronnes par habitant en 2017 n'est pas très révélateur lorsqu'on cherche à déterminer si le Québec accuse un retard économique en affichant un niveau de vie de 49 699 \$ par habitant.

Pour convertir les niveaux de vie dans une monnaie commune, on peut utiliser un taux de change du marché, soit le taux à partir duquel une banque convertira les dollars en vue d'un déplacement à l'extérieur du Canada. Si cette approche a l'avantage d'être simple dans son application, elle comporte en revanche des limites importantes. Les taux de change du marché sont notamment sujets à des variations soudaines qui peuvent parfois s'avérer importantes. Dans la mesure où ces variations peuvent n'avoir aucun lien avec les conditions économiques d'un pays, elles pourraient biaiser les comparaisons internationales. Plus important encore, le taux de change du marché ne prend pas en considération le pouvoir d'achat de chaque devise, de sorte qu'on ne considère pas la quantité de biens et services qu'un dollar canadien peut acheter par rapport à une autre devise.

Pour corriger cette importante limite, certains organismes tels que l'OCDE publient des taux de change de parité des pouvoirs d'achat. Établis sur la base d'un panier de biens normalisé, ces taux de change donnent un aperçu du coût de la vie en comparant la quantité de monnaie nationale nécessaire pour acheter une quantité déterminée de biens et services dans chaque pays. Quoique la liste des biens et services qui composent le panier demeure limitée, ces taux de change permettent d'évaluer les niveaux de vie en évacuant une large part des différences de prix qui séparent les pays.

POURQUOI 20 PAYS?

Les pays qui composent le groupe OCDE20 ont été retenus selon l'accessibilité aux données historiques. Sur les 36 pays membres de l'OCDE, 20 pays ont ainsi été retenus pour les fins de l'analyse. La Grèce, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, la République tchèque, la Hongrie, l'Estonie, la Lettonie, la République slovaque, la Pologne, la Turquie, le Luxembourg, le Chili, le Mexique, Israël et la Lituanie ne font pas partie de ce classement.

UNE CROISSANCE EN DEUX TEMPS

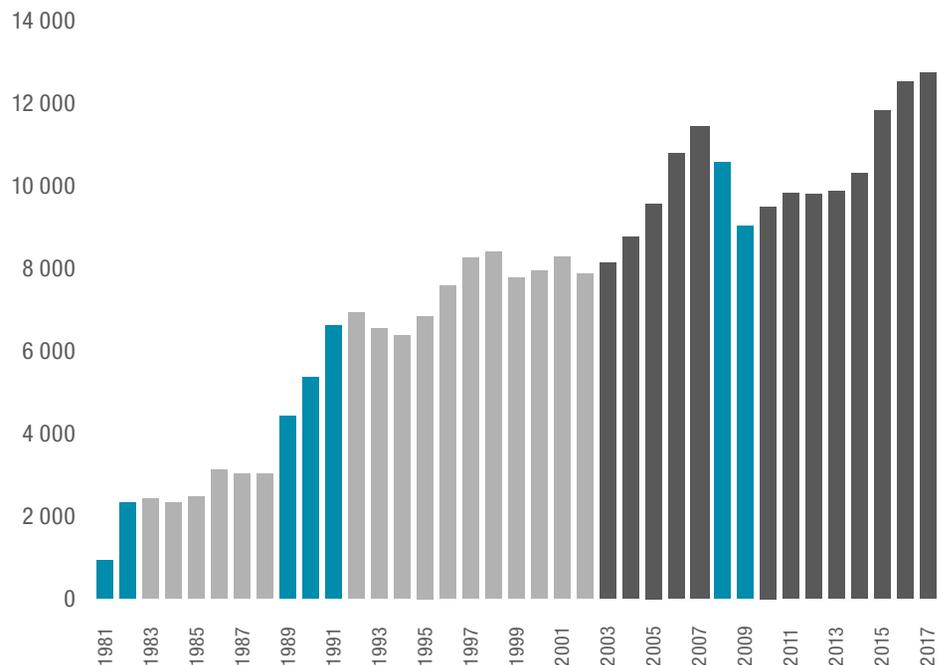
En étudiant l'évolution de l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec de la moyenne OCDE20 (Graphique 3), on est à même de constater à quel point le Québec s'est laissé distancer au fil du temps :

- En 1981, l'écart de niveau de vie entre le Québec et la moyenne OCDE20 se chiffrait à 927 \$ par habitant. C'est donc dire qu'une différence de moins de 3 % séparait alors le Québec de la moyenne des pays de l'OCDE sélectionnés ;
- Au terme de près de quatre décennies de faible croissance économique, un écart de 26 % sépare dorénavant le Québec de la moyenne OCDE20, soit une différence de près de 13 000 \$ par habitant.

En décomposant l'évolution de l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec de la moyenne OCDE20, on peut voir que la nature même du retard qui entrave la croissance de l'économie québécoise a évolué à travers le temps :

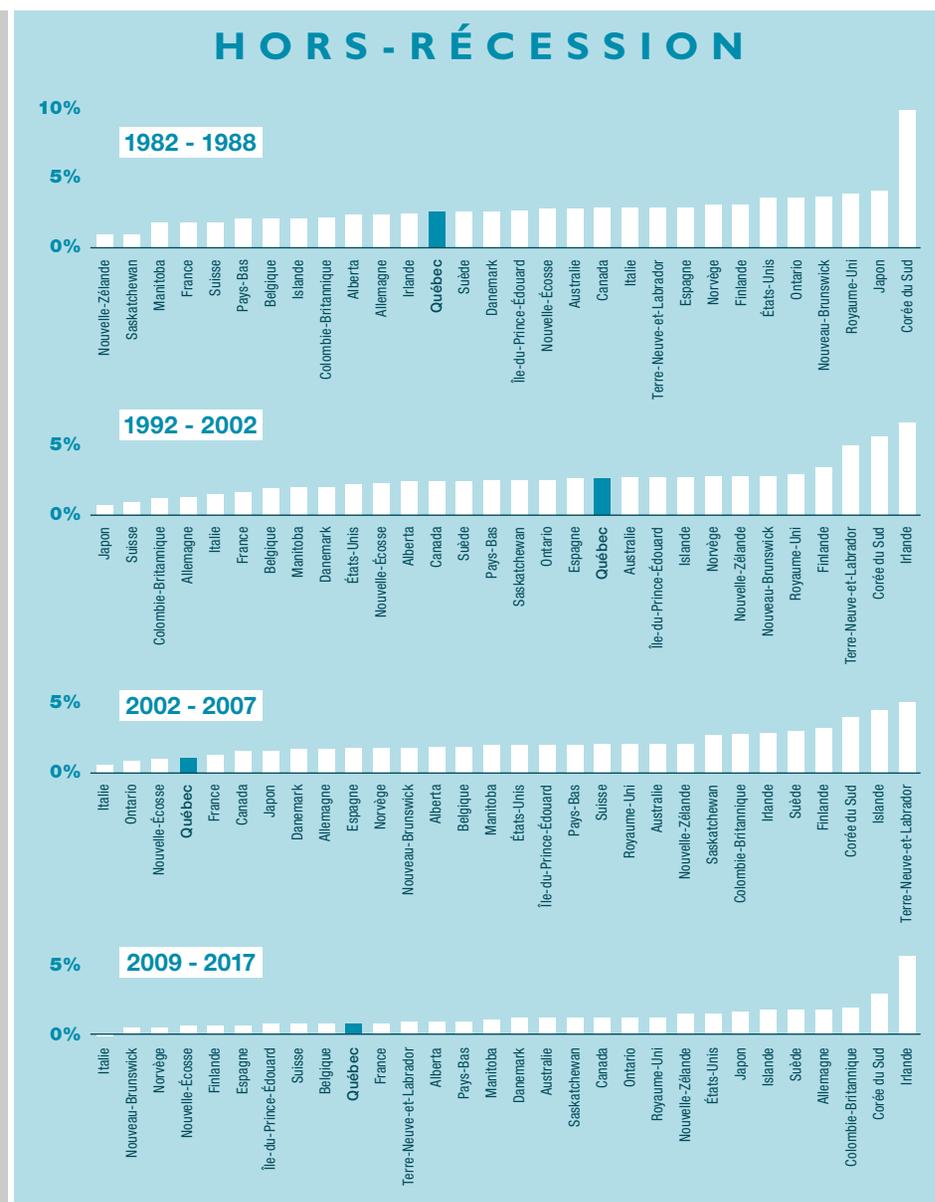
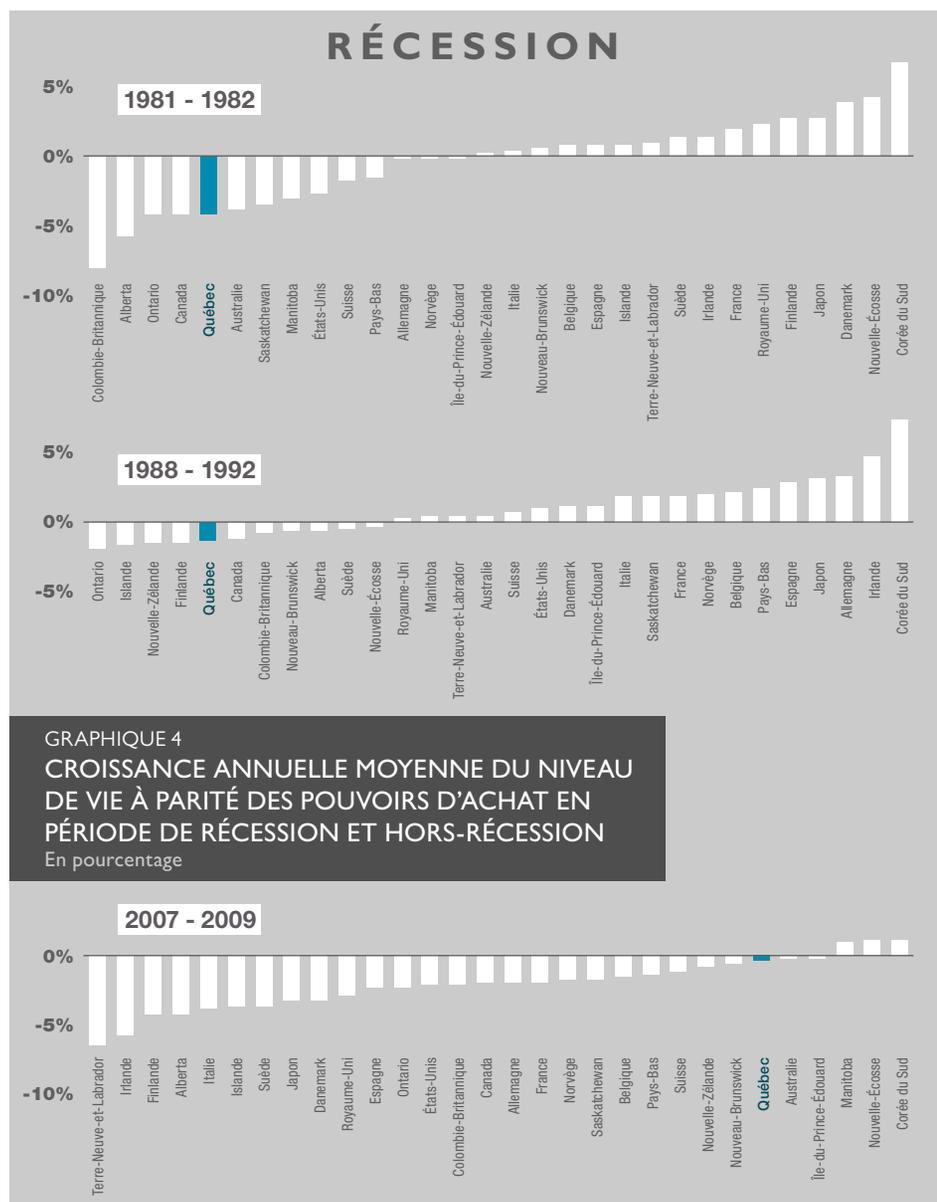
- Au cours des décennies 80 et 90, l'écart entre le Québec et la moyenne OCDE20 s'est d'abord accentué parce que la province a été plus durement touchée par deux récessions (1981 et 1991). Une fois les récessions passées, l'économie québécoise reprenait une cadence plus ou moins similaire à celle des pays qui composent le groupe OCDE20, ce qui permettait au Québec de maintenir un écart relativement constant avec la moyenne ;
- Depuis le début des années 2000, l'écart s'accroît sans que la conjoncture économique ne soit en cause. De 2002 à 2007, l'écart qui sépare le Québec de la moyenne OCDE20 a augmenté de plus de 700 \$ par année alors qu'aucun choc conjoncturel majeur n'entravait la croissance économique. La province a ensuite été relativement épargnée par la récession de 2008. Une fois les effets de la récession dissipés dans les pays de l'OCDE, l'écart s'est de nouveau accru à un rythme alarmant.

GRAPHIQUE 3
ÉCART ENTRE LE NIVEAU DE VIE MOYEN DU GROUPE OCDE20 ET LE QUÉBEC
PIB par habitant en dollars canadiens de 2017 à parité des pouvoirs d'achat



La scission qui s'est opérée au Québec au tournant des années 2000 est particulièrement visible lorsqu'on compare la croissance du niveau de vie des 30 économies analysées au cours des périodes identifiées (Graphique 4). Lors des récessions des décennies 80 et 90, le Québec a affiché l'un des plus forts reculs en matière de niveau de vie, mais

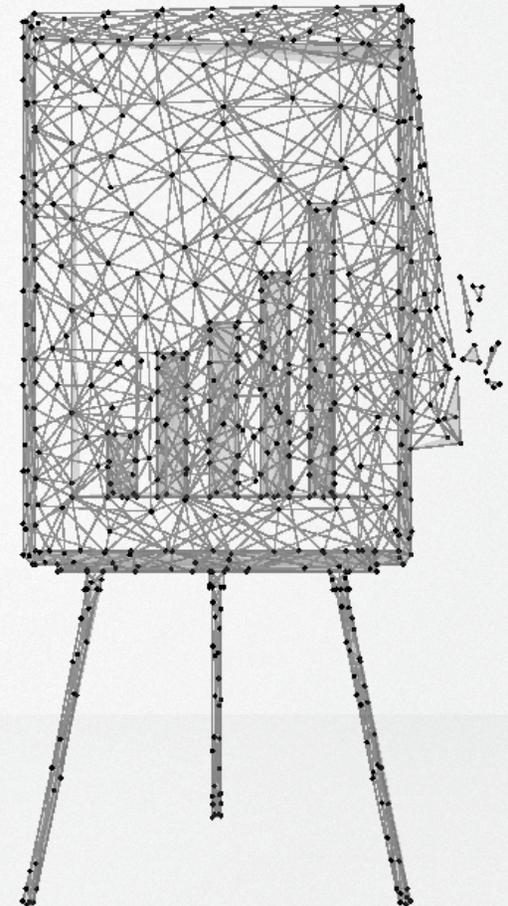
la croissance enregistrée lors de la reprise a permis à la province de se hisser dans le classement. Depuis 2002, c'est l'inverse qui se produit. Le Québec a été relativement épargné lors de la récession de 2008 mais la croissance économique globale a été anémique le reste du temps.



Section 2

POURQUOI UN TEL RETARD?

En moyenne, 95 % de la croissance économique observée au cours des 36 dernières années a été générée par des gains de productivité. Le Québec ayant enregistré l'une des moins bonnes performances à ce chapitre, on ne doit pas se surprendre si l'économie québécoise progresse plus lentement.



1981-2017 QU'EST CE QUI EXPLIQUE LA FAIBLE CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC?

Pour comprendre pourquoi la croissance économique au Québec a été si faible au cours des 36 dernières années, on peut se référer à une équation simple où le niveau de vie est déterminé par trois facteurs :

- La productivité du travail, qui mesure la richesse générée en moyenne par heure travaillée;
- L'intensité du travail, qui évalue le nombre moyen d'heures travaillées par emploi;
- Le taux d'emploi, qui mesure la proportion de la population qui détient un emploi.

En somme, le niveau de vie d'une économie est déterminé en fonction de l'efficacité avec laquelle elle génère de la richesse (productivité du travail), de la proportion de la population qui travaille (taux d'emploi) et du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi (intensité du travail). **En théorie**, une société dispose donc de trois leviers pour stimuler la croissance de son niveau de vie :

- Travailler plus efficacement en augmentant la richesse générée par chaque heure travaillée;
- Travailler plus longtemps en augmentant la durée moyenne du temps passé au travail;
- Travailler davantage en augmentant le nombre d'emplois.

La pratique démontre toutefois qu'à long terme, la quasi-totalité de la croissance économique passera par des gains de productivité.

NIVEAU DE VIE = PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL × INSTENSITÉ DU TRAVAIL × TAUX D'EMPLOI GLOBAL

$$\frac{\text{PIB}}{\text{POPULATION}} = \frac{\text{PIB}}{\text{HEURES TRAVAILLÉES}} \times \frac{\text{HEURES TRAVAILLÉES}}{\text{NOMBRE D'EMPLOIS}} \times \frac{\text{NOMBRE D'EMPLOIS}}{\text{POPULATION}}$$

FIGURE 1
LES TROIS DÉTERMINANTS DU NIVEAU DE VIE

1981-2017:

95% DE LA CROISSANCE EXPLIQUÉE PAR DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ

En décomposant la croissance du niveau de vie des 30 économies analysées (Tableau I), on peut voir à quel point la productivité du travail joue un rôle déterminant en matière de croissance économique. En moyenne, 95 % de la croissance du niveau de vie enregistrée entre 1981 et 2017 provient de gains de productivité. Règle générale, les économies où la croissance a été particulièrement rapide ont toutes enregistré une augmentation importante de leur productivité alors qu'inversement, la croissance économique a été lente dans celles où les gains de productivité ont été limités. C'est le cas du Québec.

Avec une augmentation de 17 106 \$ par habitant de son niveau de vie entre 1981 et 2017, la province a enregistré une des plus faibles augmentations en termes absolus :

- Moins de 80 % de cette augmentation (13 508 \$ sur un total de 17 106 \$ par habitant) s'explique par l'augmentation de la productivité du travail. Seul le Nouveau-Brunswick affiche une contribution inférieure à celle du Québec, la différence étant par ailleurs marginale ;
- La diminution du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi au Québec a ralenti la croissance économique de 3 623 \$ par habitant entre 1981 et 2017. La province ne fait toutefois pas figure d'exception, la Suède et les États-Unis étant les seules économies ayant enregistré une hausse au chapitre de l'intensité du travail ;
- En contrepartie, l'augmentation de la participation au marché du travail a contribué à stimuler la croissance de l'économie québécoise. À elle seule, l'augmentation du taux d'emploi a généré une augmentation de 7 221 \$ par habitant du niveau de vie du Québec. Toutes proportions gardées, cet apport est 1,3 fois plus important que celui observé en moyenne parmi les 30 économies analysées.

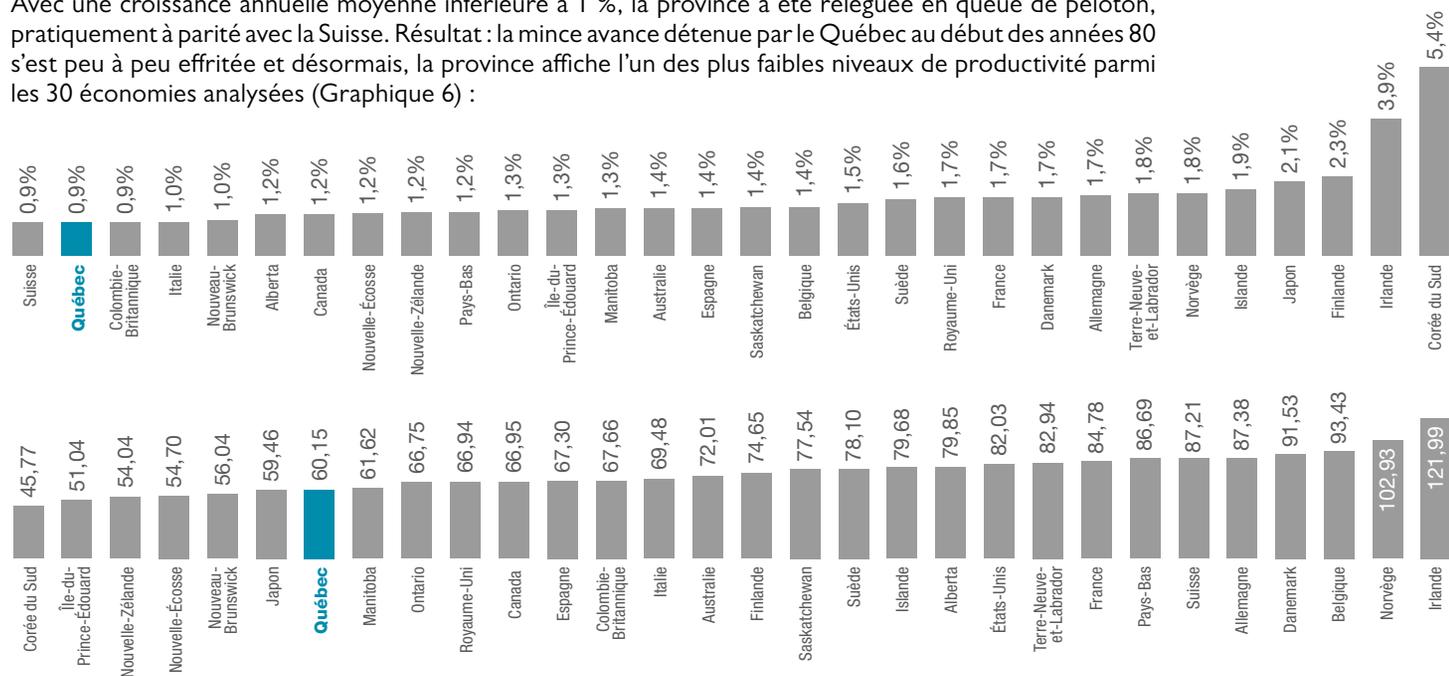
TABLEAU I
SOURCE DE LA CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2017

PIB par habitant en dollars canadiens de 2017 à parité des pouvoirs d'achat

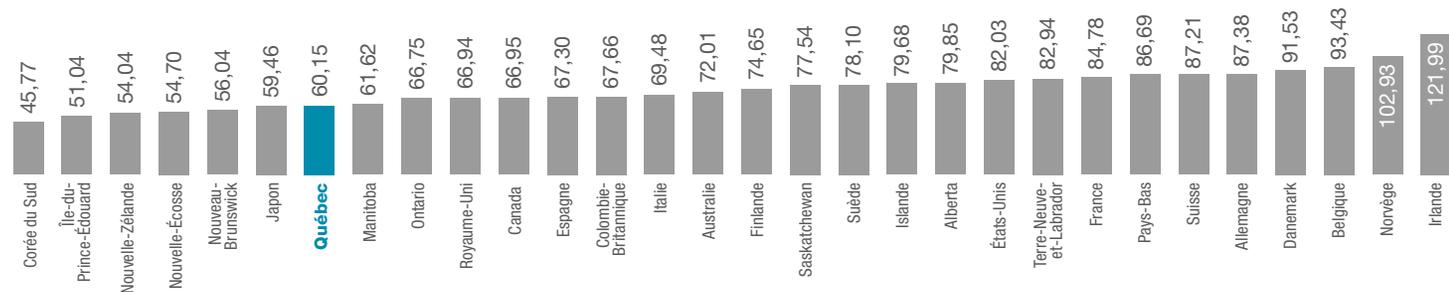
	VARIATION DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2017	VARIATION DU NIVEAU DE VIE EXPLIQUÉE PAR UN CHANGEMENT DANS:		
		LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL	L'INTENSITÉ DU TRAVAIL	LE TAUX D'EMPLOI GLOBAL
IRLANDE	72 097	68 955	-9 275	12 417
CORÉE DU SUD	40 825	40 708	-7 626	7 743
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	36 307	26 275	-2 453	12 485
NORVÈGE	35 646	36 205	-5 972	5 413
ÉTATS-UNIS	34 115	30 047	910	3 157
ISLANDE	31 460	33 669	-6 162	3 953
PAYS-BAS	29 548	22 200	-4 039	11 388
AUSTRALIE	28 818	23 034	-2 329	8 113
SUÈDE	28 331	27 314	2 592	-1 575
SASKATCHEWAN	28 298	26 160	-4 076	6 215
ALLEMAGNE	28 219	29 533	-11 401	10 087
DANEMARK	27 432	29 788	-4 705	2 349
ROYAUME-UNI	27 216	23 063	-683	4 836
FINLANDE	25 482	33 972	-5 437	-3 053
BELGIQUE	24 547	23 616	-3 920	4 851
JAPON	24 423	30 632	-8 490	2 281
ALBERTA	24 140	26 608	-4 101	1 634
SUISSE	23 229	22 931	-8 295	8 593
ESPAGNE	22 576	17 199	-3 828	9 205
NOUVEAU-BRUNSWICK	21 319	13 065	-529	8 783
CANADA	20 946	19 353	-3 134	4 727
MANITOBA	20 414	20 069	-2 724	3 068
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	20 387	15 021	-2 198	7 564
ONTARIO	20 294	21 727	-2 813	1 381
FRANCE	19 435	25 508	-6 883	810
NOUVELLE-ZÉLANDE	19 387	17 682	-2 414	4 118
NOUVELLE-ÉCOSSE	18 717	14 686	-2 691	6 722
COLOMBIE-BRITANNIQUE	18 107	16 530	-2 926	4 503
QUÉBEC	17 106	13 508	-3 623	7 221
ITALIE	14 698	14 254	-3 319	3 763

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL : UNE CROISSANCE INSUFFISANTE

La faible contribution de la productivité du travail dans l'accroissement du niveau de vie au Québec est le résultat d'une croissance particulièrement lente de la productivité du travail au Québec (Graphique 5). Avec une croissance annuelle moyenne inférieure à 1 %, la province a été reléguée en queue de peloton, pratiquement à parité avec la Suisse. Résultat : la mince avance détenue par le Québec au début des années 80 s'est peu à peu effritée et désormais, la province affiche l'un des plus faibles niveaux de productivité parmi les 30 économies analysées (Graphique 6) :

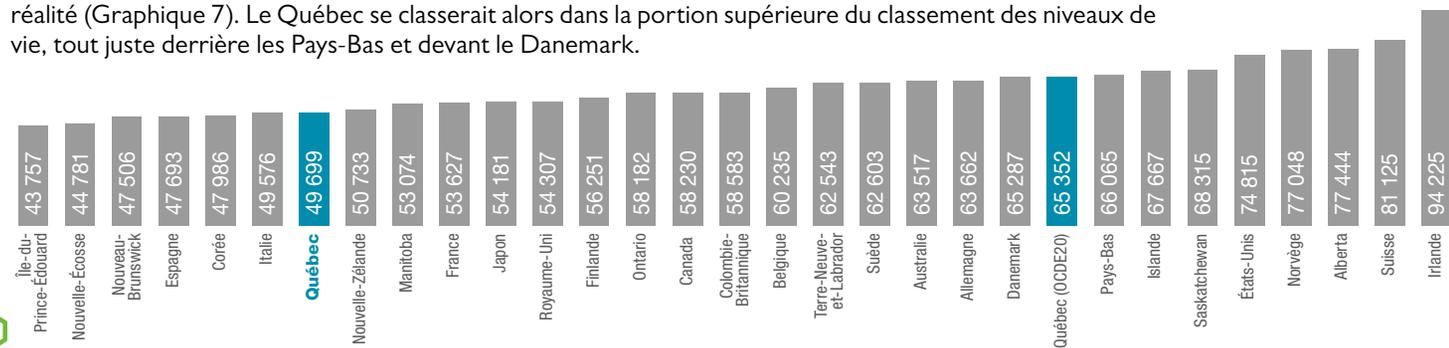


GRAPHIQUE 5
CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE
DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
ENTRE 1981 et 2017
En pourcentage



GRAPHIQUE 6
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL EN 2017
PIB par heure travaillée en dollars canadiens
de 2017 à parité des pouvoirs d'achat

Le niveau de vie au Québec serait aujourd'hui nettement plus élevé si sa productivité du travail avait progressé plus rapidement. Dans l'éventualité où la productivité du travail au Québec avait augmenté au même rythme que celle enregistrée en moyenne dans le groupe OCDE20, le niveau de vie du Québec dépasserait les 65 000 \$ par habitant, une différence de plus de 15 000 \$ par habitant par rapport au niveau observé en réalité (Graphique 7). Le Québec se classerait alors dans la portion supérieure du classement des niveaux de vie, tout juste derrière les Pays-Bas et devant le Danemark.



GRAPHIQUE 7
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES
POUVOIRS D'ACHAT EN 2017
PIB par habitant en dollars canadiens de
2017 à parité des pouvoirs d'achat

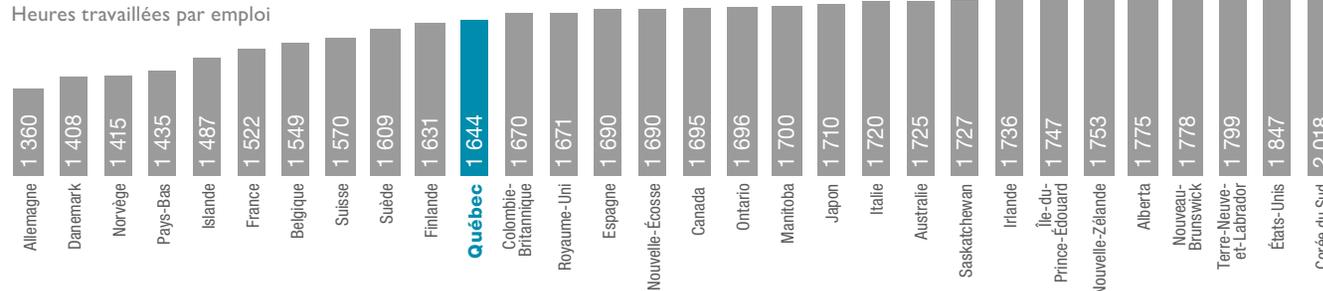
UN EFFET LIMITÉ DU CÔTÉ DES COMPOSANTES DE L'EMPLOI

Contrairement à une perception répandue, le fait de travailler un nombre d'heures plus élevé ne générera que des gains limités en termes de niveau de vie, au même titre qu'une participation plus intensive au marché du travail atteindra rapidement ses limites :

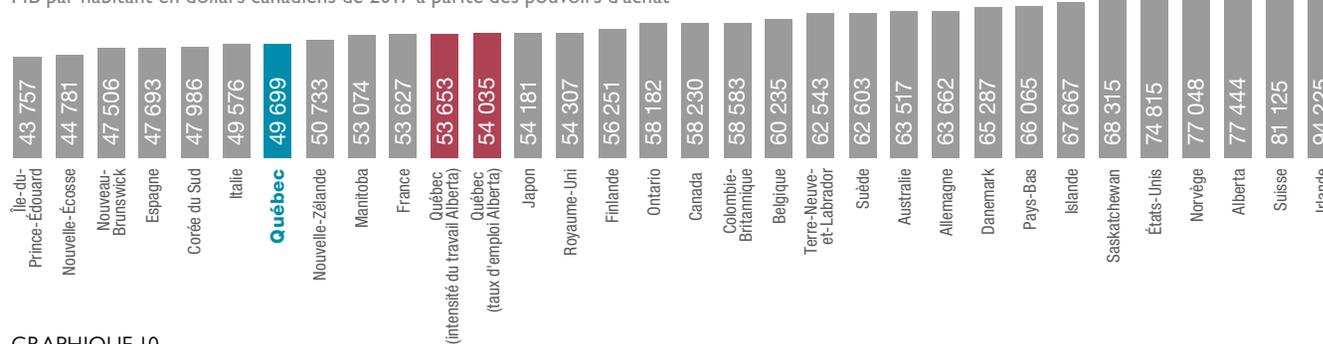
- Par exemple, si le Québec affichait une intensité du travail similaire à celle de l'Alberta (Graphique 8), le niveau de vie au Québec n'augmenterait que de 3 954 \$ par habitant - soit une augmentation d'environ 8 % par rapport au niveau actuel (Graphique 9). Il s'agit d'un gain plutôt modeste considérant que 131 heures de travail additionnelles s'ajouteraient à chaque emploi, l'équivalent de plus de trois semaines de travail supplémentaires ;
- Le constat est le même du côté du taux d'emploi. En supposant que la participation au marché du travail au Québec était identique à celle de l'Alberta (Graphique 10), le niveau de vie au Québec n'augmenterait que de 4 336 \$ par habitant – soit une augmentation d'environ 9 % par rapport au niveau actuel. À nouveau, il s'agit d'un gain relativement modeste considérant que dans les conditions actuelles, le taux de chômage devrait être à 0 % et qu'une partie de la population inactive devrait réintégrer le marché du travail pour atteindre un tel taux d'emploi.

Au bout du compte, le constat est sans équivoque. Pour améliorer la prospérité économique de la province, il ne s'agit pas simplement de travailler plus fort ou plus longtemps ; il faut travailler mieux. Et tel que le montre la section qui suit, cette responsabilité n'incombe pas qu'aux travailleurs.

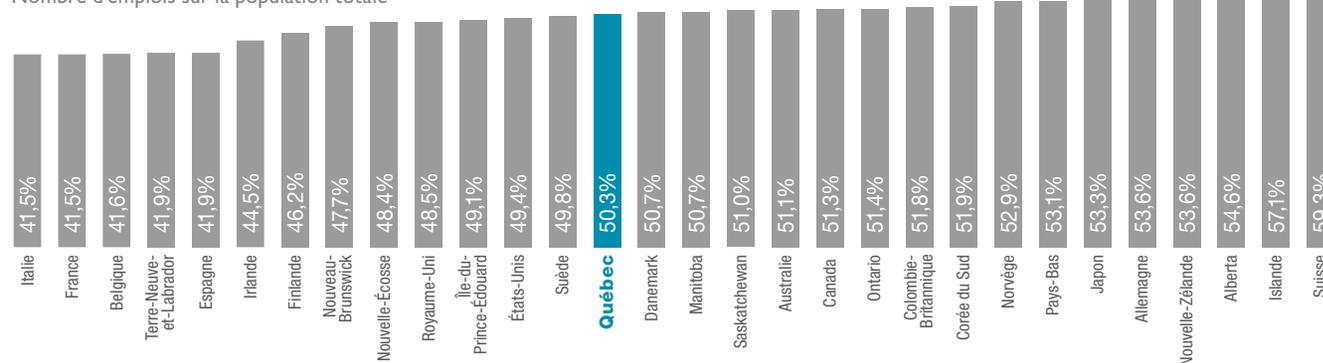
GRAPHIQUE 8
INTENSITÉ DU TRAVAIL EN 2017
Heures travaillées par emploi



GRAPHIQUE 9
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT EN 2017
PIB par habitant en dollars canadiens de 2017 à parité des pouvoirs d'achat



GRAPHIQUE 10
TAUX D'EMPLOI EN 2017
Nombre d'emplois sur la population totale

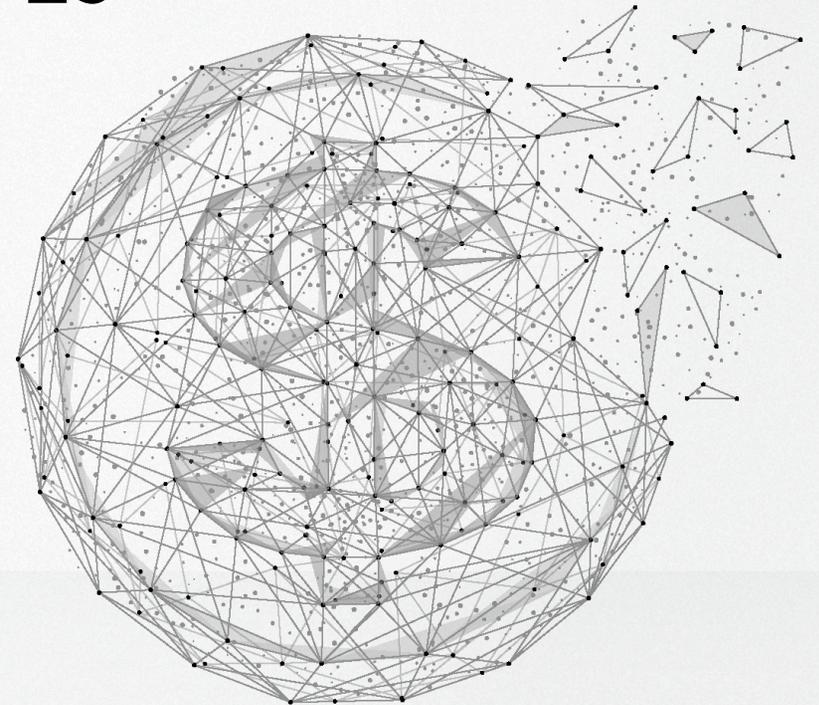


Section 3

MIEUX COMPRENDRE

LA FAIBLE CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DU QUÉBEC AU COURS DES 20 DERNIÈRES ANNÉES

Ce n'est pas parce que le symptôme est constaté du côté du travail que la solution se trouve nécessairement du côté des travailleurs.

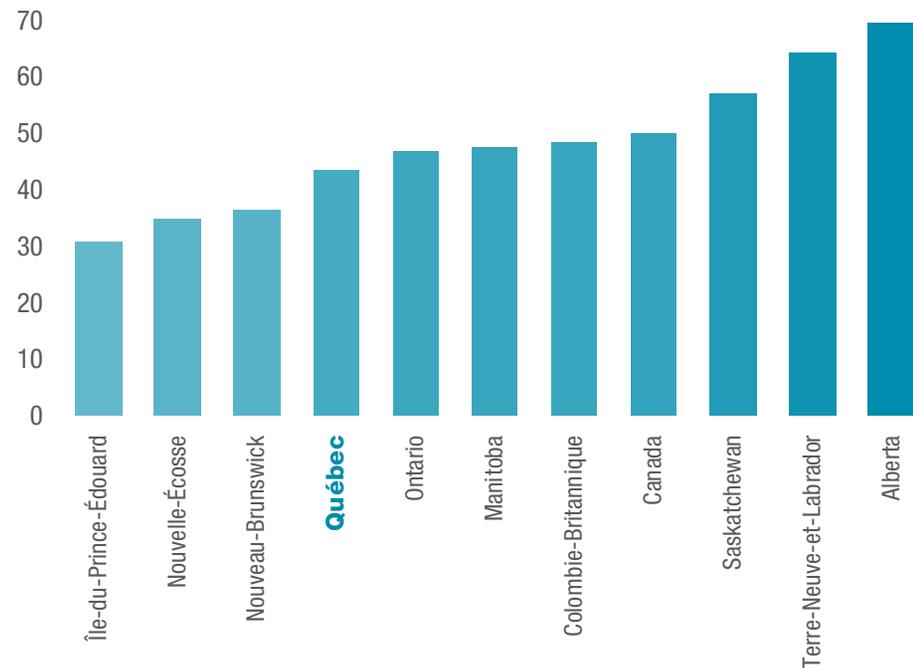


FOCUS SUR LES ENTREPRISES

Jusqu'ici, la productivité du travail a été mesurée dans sa plus large définition, c'est-à-dire en considérant l'ensemble de l'économie. En plus des entreprises, où 78 % des heures sont travaillées, on a considéré l'activité générée par les administrations publiques et les organismes à but non lucratif, où 19 % et 3 % des heures sont respectivement travaillées. En procédant de la sorte, on parvient à comparer la performance des 20 pays sélectionnés et des 10 provinces canadiennes sans égard au poids de l'État dans ces économies.

Cela dit, l'enjeu de la productivité au Québec se situe avant tout du côté des entreprises. Quoique les administrations publiques contribuent à la création de richesse – que ce soit directement en offrant des services ou indirectement en soutenant les entreprises à travers certaines missions telles que l'éducation ou l'aide au développement économique – ce sont les entreprises qui créent la vaste majorité de l'activité économique. Et selon toute vraisemblance, les entreprises de la province semblent mal outillées. En 2016, la productivité du secteur québécois des entreprises était parmi les plus faibles au Canada (Figure 2). Seules les provinces maritimes affichaient une productivité inférieure à celle du Québec. Confronté à un tel constat, on doit chercher à comprendre pourquoi la productivité des entreprises du Québec est inférieure à celle de la majorité des provinces canadiennes.

FIGURE 2
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES EN 2016
PIB aux prix de base en dollars canadiens de 2007 par heure travaillée



ET SI TOUT PROVENAIT D'UN EFFET DE STRUCTURE?

D'emblée, on pourrait être tenté d'invoquer un effet de structure pour expliquer l'écart de productivité qui sépare le secteur des entreprises du Québec de celui de l'Ontario. En somme, il est possible que l'activité économique de l'Ontario soit concentrée dans des secteurs à forte valeur ajoutée où la productivité est élevée – par exemple le secteur automobile ou la finance – alors que de son côté, le Québec pourrait être confiné dans des secteurs d'activité moins productifs. Dans de telles circonstances, la productivité globale du Québec pourrait être inférieure à celle de l'Ontario même si, dans les faits, la productivité de chacune des industries québécoises s'avérerait supérieure à leurs équivalents ontariens. Bref, le Québec pourrait être moins productif que l'Ontario en raison de la structure de son économie et non en raison d'un écart de productivité pure. C'est vraisemblablement ce qui a été observé pendant un certain temps (Graphique II) :

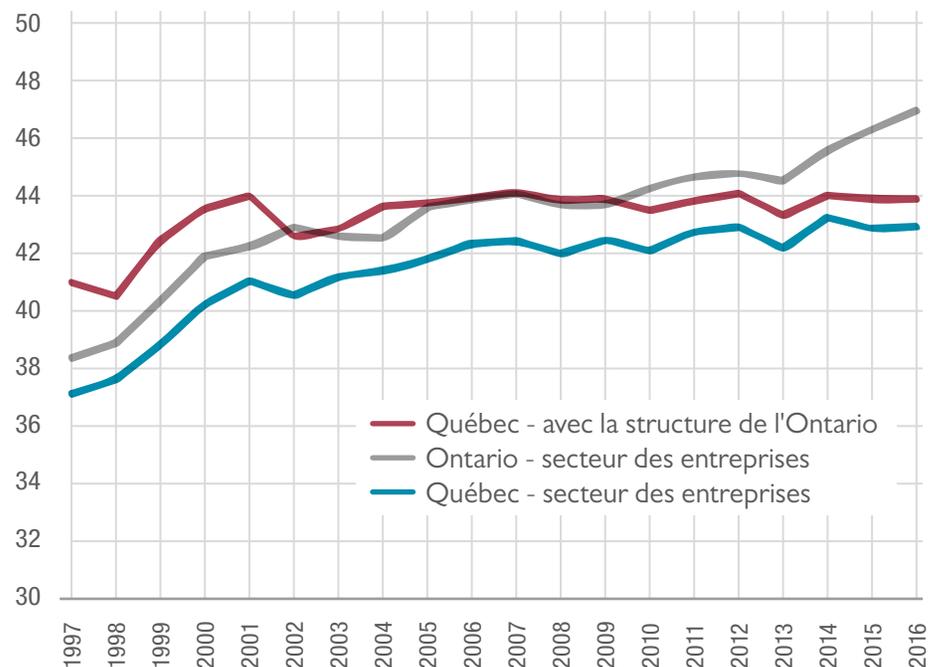
- À la fin des années 90, l'écart de productivité entre le Québec et l'Ontario était entièrement expliqué par un effet de composition. Si la structure de l'économie québécoise avait été identique à celle de l'Ontario – c'est-à-dire si la répartition sectorielle des heures travaillées au Québec avait été identique à celle de l'Ontario, illustré par la ligne rouge – le Québec aurait affiché une productivité moyenne de 41,04 \$ par heure travaillée, soit un avantage global de 6,8 % sur l'Ontario ;
- Autrement dit, l'écart de productivité Québec-Ontario était alors expliqué par une répartition différente de l'activité économique et non par une productivité plus faible au niveau sectoriel. En fait, la productivité du travail des industries québécoises était même supérieure à leurs équivalents ontariens.

GRAPHIQUE II
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES DE 1997 À 2016
PIB aux prix de base en dollars canadiens de 2007 par heure travaillée

Cet effet s'est toutefois progressivement estompé à travers le temps :

- Entre 2002 et 2009, l'écart entre le Québec et l'Ontario était toujours expliqué par un effet de composition mais désormais, le Québec ne détenait plus d'avantage sur l'Ontario au niveau sectoriel. Résultat : les deux provinces auraient été à égalité si elles avaient affiché la même structure économique ;
- À partir de 2009, la tendance s'est inversée et l'avantage du Québec au niveau sectoriel est disparu. En 2016, la répartition de l'activité économique expliquait moins du quart de l'écart de productivité Québec-Ontario. Si la structure de l'économie québécoise avait été identique à celle de l'Ontario, le Québec aurait affiché une productivité moyenne de 43,97 \$ par heure travaillée et aurait conservé un retard de plus de 7 % sur l'Ontario.

Autrement dit, l'écart de productivité Québec-Ontario est désormais expliqué en majeure partie par la faible productivité des industries québécoises et non par un effet de structure, un résultat qui a de quoi préoccuper les Québécois.



PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL:

PLUS QU'UN INDICATEUR DE L'EFFICACITÉ DES TRAVAILLEURS

Pour comprendre pourquoi la productivité du travail des entreprises québécoises est inférieure à la plupart de leurs équivalents des autres provinces canadiennes, on doit d'abord rappeler que la productivité du travail est avant tout une mesure économique de l'efficacité, et non un indicateur comptable. De fait, ce n'est pas parce que le symptôme est constaté du côté de la productivité du travail que la solution se trouve nécessairement du côté des travailleurs.

Pour bien saisir la nature de l'enjeu de la productivité, on doit savoir que la productivité du travail est définie par l'interaction de trois composantes :

- La composition du travail, qui mesure la qualité de la main-d'œuvre selon l'éducation et l'expérience ;
- L'intensité capitalistique, qui mesure le stock de capital – machines, matériel, infrastructures, etc. – mis à la disposition des travailleurs ;
- La productivité multifactorielle (PMF), un indicateur de l'efficacité conjointe du travail et du capital mesurant l'apport du changement technologique.

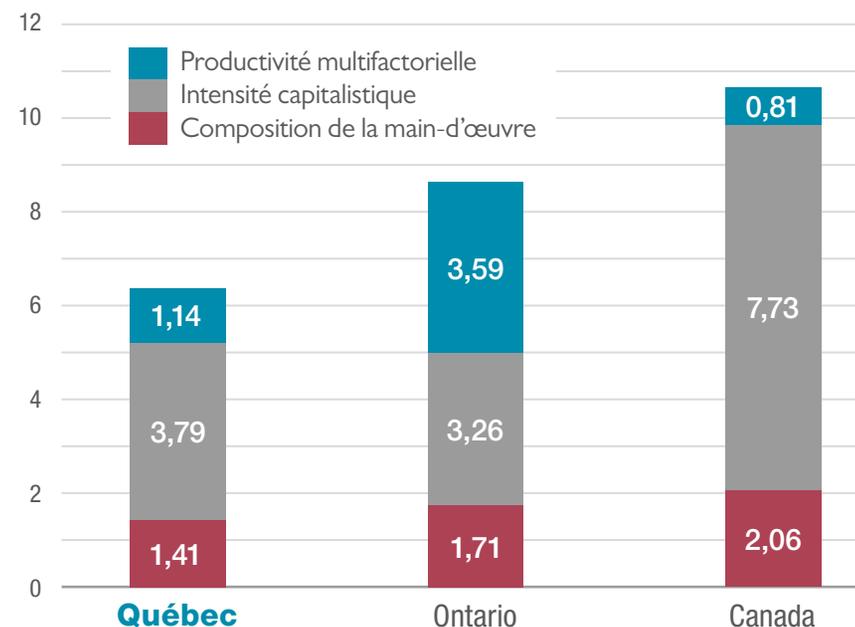
À terme, la croissance de la productivité est donc déterminée par l'évolution de la qualité du capital humain, de la quantité et l'utilité du capital physique et de la disposition générale de l'économie à innover. En exprimant la productivité du travail selon ces termes, on parvient à identifier la contribution de chacune de ses composantes dans la croissance, ce qui permet de mieux comprendre pourquoi la productivité du travail a progressé moins rapidement qu'en Ontario ou qu'en moyenne au Canada depuis 1997 (Graphique 12) :

- D'emblée, on peut voir que l'écart Québec-Ontario serait essentiellement attribuable à l'efficacité globale de la production des entreprises ontariennes. Entre 1997 et 2016, les gains associés à la PMF ont été pratiquement 3 fois plus importants du côté de l'Ontario, ce qui a inévitablement stimulé la croissance de la richesse générée par heure travaillée ;
- On constate par ailleurs que l'écart avec la moyenne canadienne serait expliqué par une plus forte intensité capitalistique. Bénéficiant de l'essor des secteurs liés à l'exploitation des ressources naturelles, les employés canadiens sont vraisemblablement parvenus à accroître plus rapidement leur efficacité en misant sur une augmentation nettement plus rapide du stock de capital à leur disposition ;
- Finalement, on peut voir que l'apport de la composition du travail a été moins important au Québec qu'il ne l'a été en Ontario ou en moyenne au Canada, ce qui signifie que la qualification de la main-d'œuvre s'est accrue moins rapidement qu'ailleurs au Canada.

Ultimement, on comprend que le Québec peut intervenir dans trois champs d'action étroitement liés pour améliorer durablement sa productivité du travail:

- Améliorer la qualité de sa main-d'œuvre ;
- Stimuler l'investissement privé ;
- Favoriser l'innovation.

GRAPHIQUE 12
DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES ENTRE 1997 et 2016
PIB aux prix de base en dollars canadiens de 2007 par heure travaillée



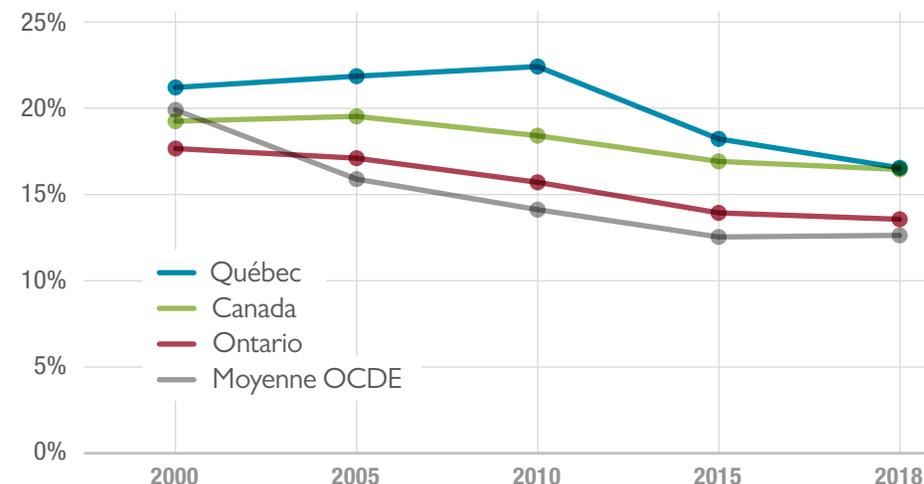
QUALITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE: TÉMOIN D'UN RETARD PERSISTANT

Le retard de croissance de la productivité du travail associé à la qualité de la main-d'œuvre témoigne d'une réalité préoccupante : le marché du travail québécois compte sur une main-d'œuvre moins qualifiée. En dépit du rattrapage observé depuis les années 60, le Québec peine à rattraper le retard cumulé.

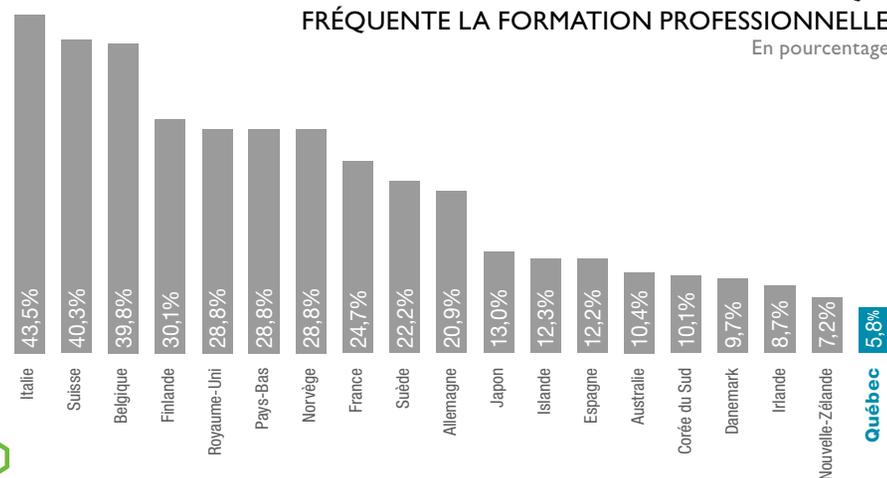
- La proportion des jeunes de 15 à 19 ans qui n'est plus aux études demeure élevée. Le Québec a certes rattrapé la moyenne canadienne mais l'écart avec les pays de l'OCDE ou l'Ontario – où l'école est obligatoire jusqu'à 18 ans depuis 2006 – demeure préoccupant (Graphique 13) ;
- Cet écart ne résulte pas d'une participation accrue à la formation professionnelle au secondaire, un phénomène qui accélérerait la sortie des jeunes du système scolaire. Tel qu'illustré au graphique 14, les jeunes Québécois sont peu nombreux à la fréquenter ;
- La proportion des jeunes de 25 à 34 ans qui détient un diplôme universitaire égal ou supérieur au baccalauréat est plus faible qu'elle ne l'est dans la plupart des économies avec lesquelles on compare le Québec (Graphique 15).

Autrement dit, les jeunes Québécois sont moins nombreux à fréquenter le système d'éducation, et sont conséquemment moins nombreux à détenir les compétences techniques et professionnelles nécessaires pour alimenter le marché du travail.

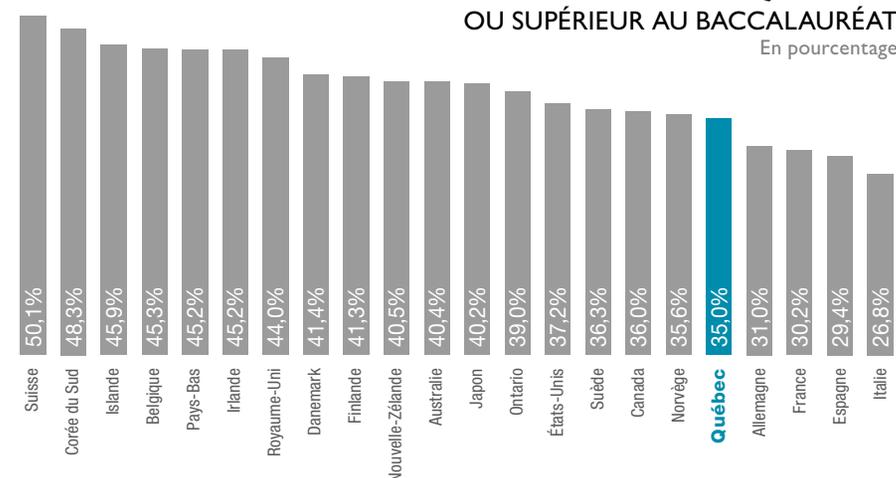
GRAPHIQUE 13
PROPORTION DE LA POPULATION DE 15 À 19 ANS QUI N'EST PAS AUX ÉTUDES
En pourcentage



GRAPHIQUE 14
PROPORTION DE LA POPULATION DE 15 À 19 ANS QUI
FRÉQUENTE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
En pourcentage



GRAPHIQUE 15
PROPORTION DE LA POPULATION DE 25 À 34 ANS QUI DÉTIENT
UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE ÉQUIVALENT
OU SUPÉRIEUR AU BACCALURÉAT
En pourcentage

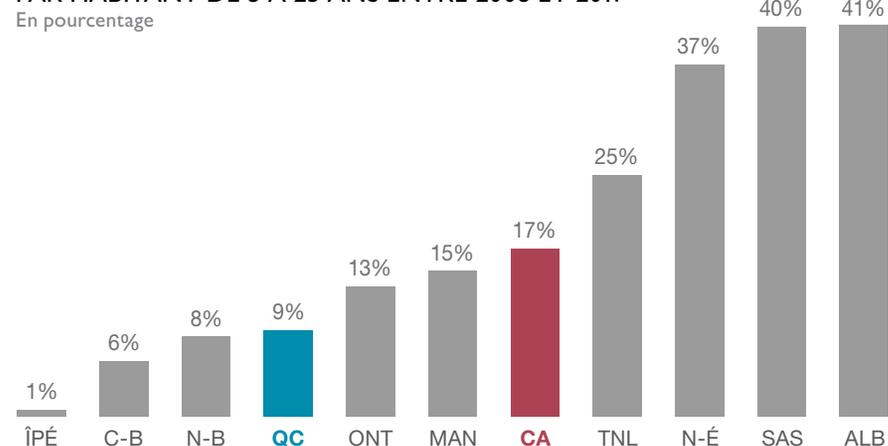


QUALITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE: INVESTIR PLUS, INVESTIR MIEUX

Avec une croissance totale d'à peine 9 % de ses dépenses réelles en éducation au cours des dix dernières années (Graphique 16), le Québec n'a vraisemblablement pas cherché à combler son retard sur la moyenne canadienne. Résultat : la province demeure confinée dans le bas du classement national au chapitre des dépenses publiques en éducation (Graphique 17). En 2017, le Québec accusait un retard de 8,4 % sur la moyenne canadienne – l'équivalent de 801 \$ par habitant de 5 à 25 ans - et seule la Colombie-Britannique précédait le Québec dans ce classement.

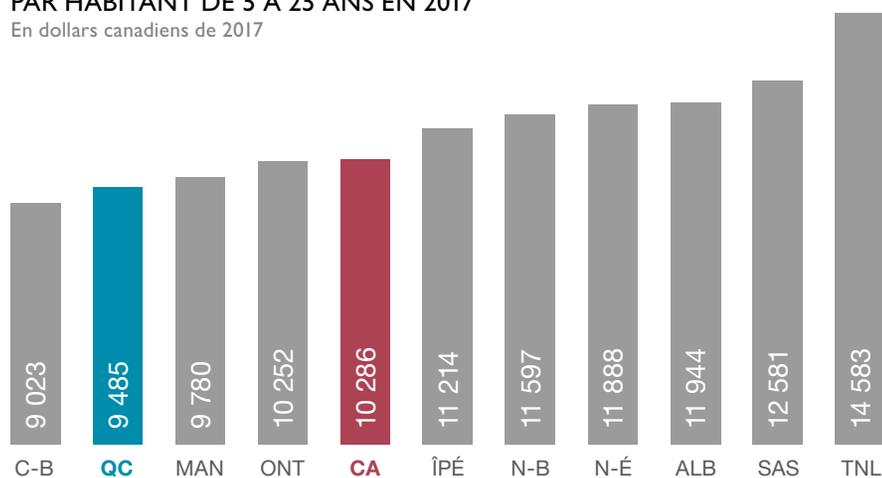
En comparant le financement public par niveau d'enseignement (Graphique 18), on constate qu'un écart de moins de 5 % sépare le Québec de l'Ontario et de la moyenne canadienne au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, alors que l'écart est de près de 20 % au niveau post-secondaire. En regard de ces résultats, on comprend que le Québec aurait avantage à accroître ses dépenses en éducation s'il souhaite appuyer durablement la croissance de sa productivité. Et selon toute vraisemblance, la solution ne passera pas uniquement par une augmentation quantitative. Il faudra investir mieux.

GRAPHIQUE 16
CROISSANCE RÉELLE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES EN ÉDUCATION
PAR HABITANT DE 5 À 25 ANS ENTRE 2008 ET 2017



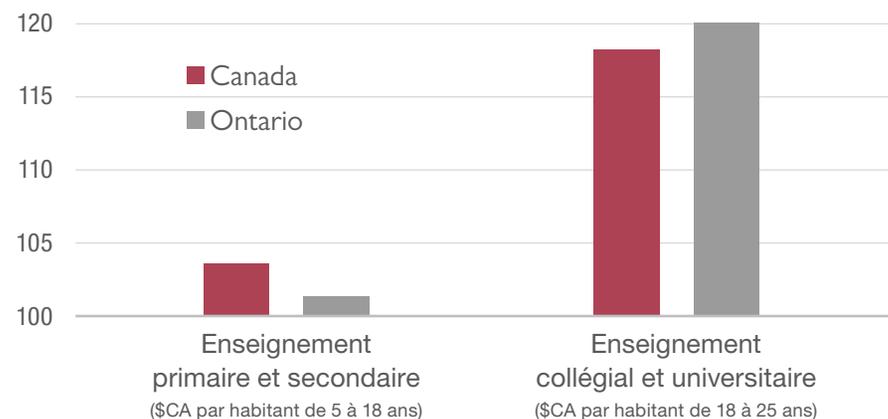
GRAPHIQUE 17
DÉPENSES BUDGÉTAIRES RÉELLES EN ÉDUCATION
PAR HABITANT DE 5 À 25 ANS EN 2017

En dollars canadiens de 2017



GRAPHIQUE 18
DÉPENSES BUDGÉTAIRES EN ÉDUCATION SELON LE NIVEAU
ET LA POPULATION CIBLE EN 2017 PAR RAPPORT AU QUÉBEC

Québec = 100



STIMULER L'INNOVATION: LE DOUBLE JEU DE L'ÉDUCATION

Dans la mesure où les activités de recherche et développement (R-D) sont généralement associées à la formation universitaire de deuxième et troisième cycles, les retombées d'un investissement moins intensif en éducation ne se limitent pas qu'à une question de qualité de main-d'œuvre : à long terme, les décisions prises peuvent affecter la disposition de l'économie à innover en limitant en amont la capacité des entreprises à générer des innovations. C'est en partie ce qui expliquerait la faible performance du Québec à ce chapitre.

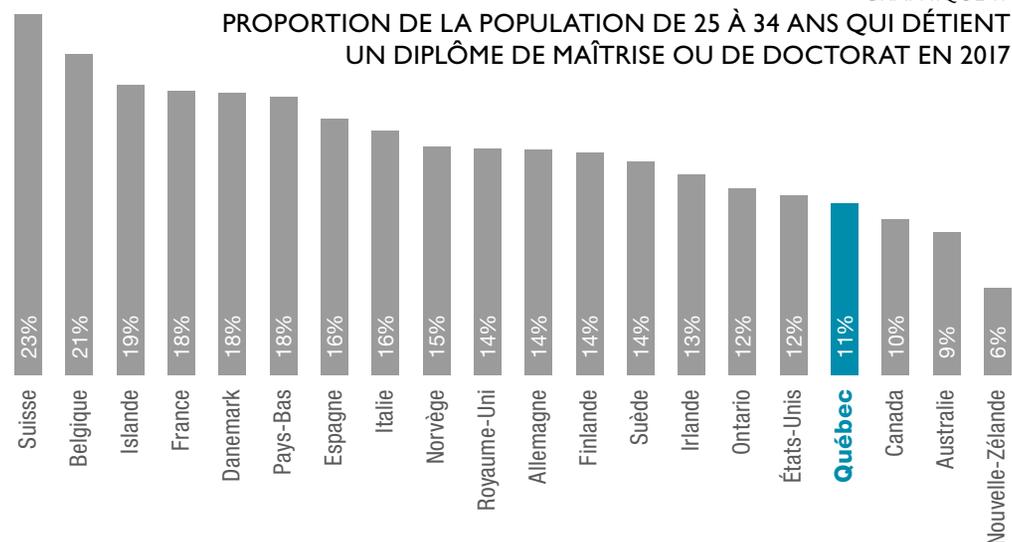
Au Québec, la proportion de la population de 25 à 34 ans qui détient un diplôme de maîtrise ou de doctorat (Graphique 19) est plus faible qu'elle ne l'est dans la majorité des économies avec lesquelles on compare la province. Avec un taux de diplomation de 11% chez les 25-34 ans, le Québec est relégué en queue de peloton, pratiquement à égalité avec le Canada. Seules l'Australie et la Nouvelle-Zélande affichent des taux inférieurs à ceux observés ici.

Selon toute vraisemblance, la faible capacité du Québec à générer des diplômés universitaires de deuxième et troisième cycles universitaires aurait réduit la capacité de la province à innover. Et a priori, les conséquences semblent pleinement perceptibles.

En comparant le nombre de brevets déposés par millions d'habitants – l'une des rares mesures tangibles de l'innovation – on constate que le Québec est à nouveau relégué dans le bas du classement, tout juste devant l'Australie et la Nouvelle-Zélande et avec une bonne longueur d'avance sur l'Italie et l'Espagne (Graphique 20). Quoique cet indicateur ne s'avère être qu'une mesure partielle de l'innovation – seuls les produits, les appareils et les procédés constituant une avancée originale peuvent être brevetés – il témoigne néanmoins d'une réalité préoccupante : le Québec est loin de se démarquer en matière d'innovation.

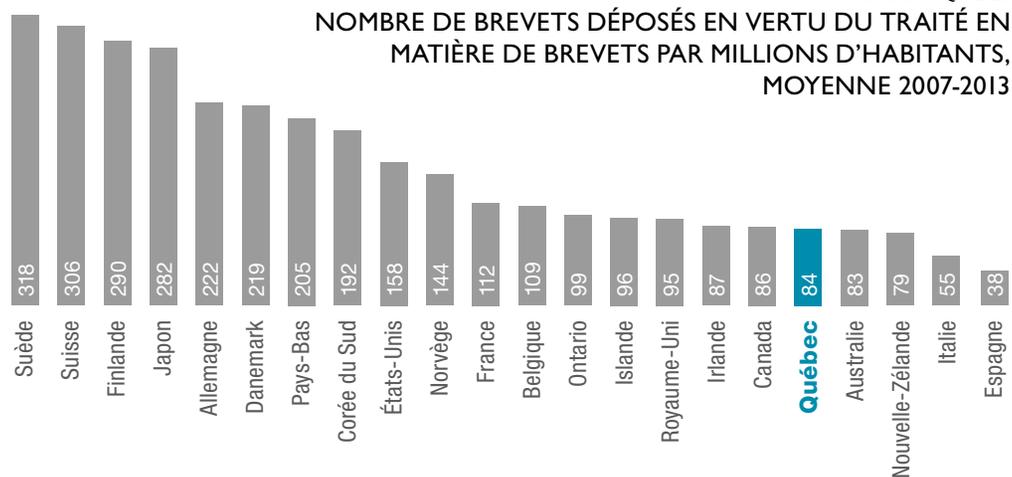
GRAPHIQUE 19

PROPORTION DE LA POPULATION DE 25 À 34 ANS QUI DÉTIENT UN DIPLÔME DE MAÎTRISE OU DE DOCTORAT EN 2017



GRAPHIQUE 20

NOMBRE DE BREVETS DÉPOSÉS EN VERTU DU TRAITÉ EN MATIÈRE DE BREVETS PAR MILLIONS D'HABITANTS, MOYENNE 2007-2013



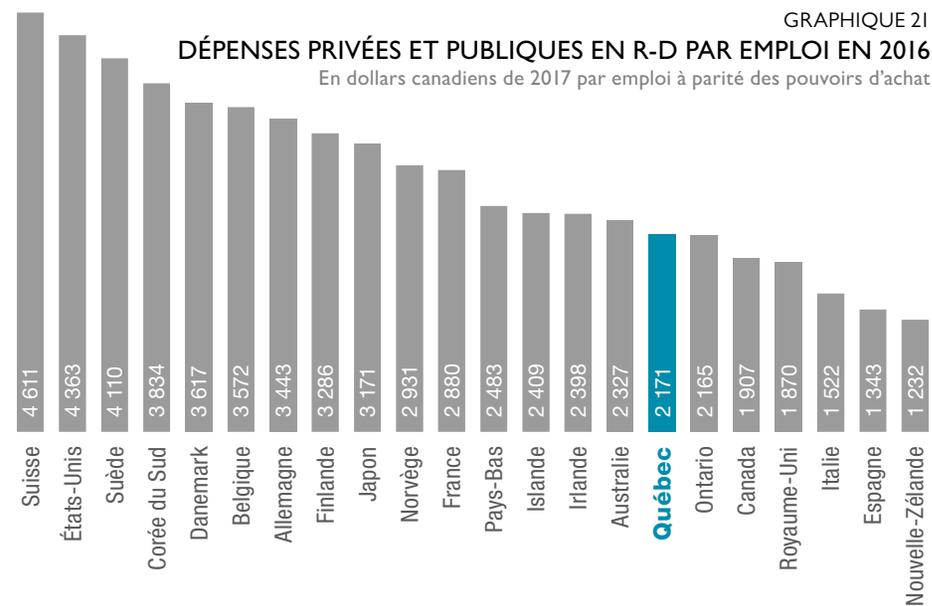
STIMULER L'INNOVATION: RELANCER LA R-D PRIVÉE

En plus d'être limitée par la faiblesse relative du taux de diplomation universitaire des 25-34 ans, la disposition de l'économie québécoise à innover serait vraisemblablement entravée par l'intensité de la R-D. Toutes proportions gardées, le Québec consacre année après année moins d'argent en R-D que ne le font la plupart des économies occidentales.

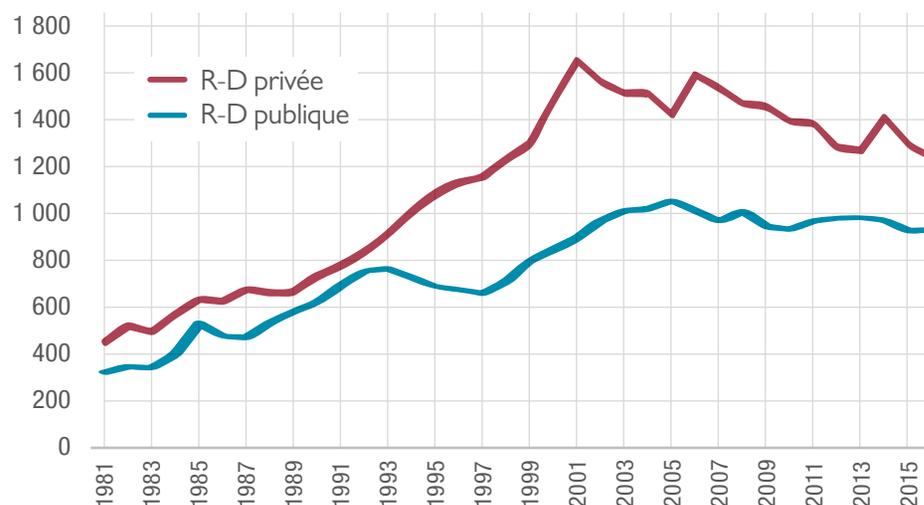
En 2017, le Québec a consacré 2 171 \$ par emploi à la R-D (Graphique 21), un niveau de dépenses essentiellement identique à celui de l'Ontario, et légèrement supérieur à la moyenne canadienne. L'économie canadienne dans son ensemble accusait toutefois un retard significatif sur les autres pays. Par exemple, la Finlande a consacré 1 115\$ par emploi de plus que le Québec à la R-D, soit une différence de plus de 50 % par rapport à l'effort déployé au Québec.

Selon toute vraisemblance, deux éléments expliqueraient la position actuelle du Québec. D'un côté, les dépenses publiques ont cessé de s'accroître au début des années 2000, de sorte que l'effort actuel de l'État en R-D est à toute fin pratique identique à celui déployé il y a un peu plus de 15 ans. En parallèle, les dépenses privées en R-D ont nettement diminué, au point où les dépenses réelles des entreprises en R-D sont aujourd'hui 17 % plus faibles qu'elles ne l'étaient au début des années 2000. Résultat : les dépenses globales en R-D au Québec ont chuté de 7 % dans l'intervalle.

En plus d'améliorer sa diplomation universitaire, le Québec devra donc inciter les entreprises à investir en R-D pour améliorer la disposition de l'économie à innover et ainsi stimuler la croissance de sa productivité.



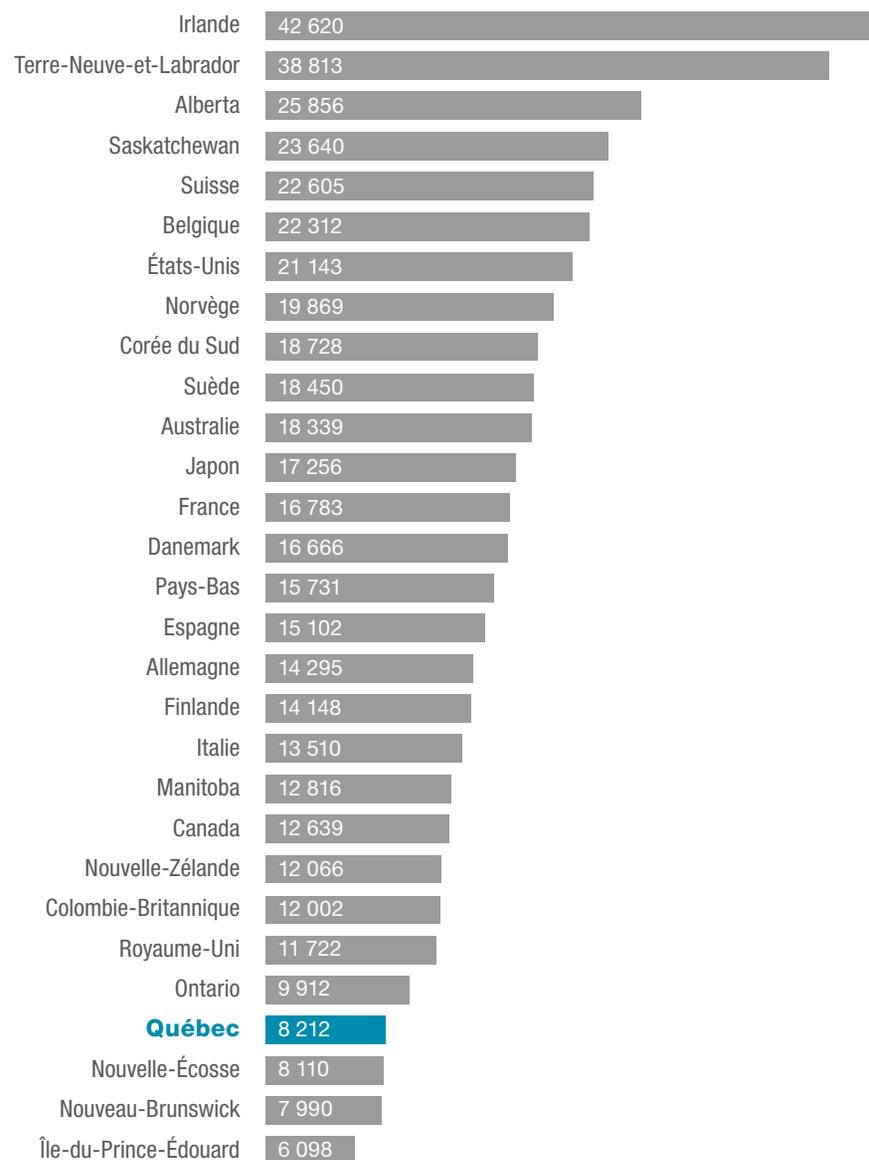
GRAPHIQUE 22
ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES PRIVÉES ET PUBLIQUES EN R-D PAR EMPLOI DE 1981 À 2016
En dollars canadiens de 2017 par emploi



STIMULER L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

La faiblesse relative des dépenses privées en R-D reflète un problème constaté à plus large échelle : les entreprises de la province investissent globalement moins que celles des autres économies avec lesquelles on compare le Québec (Graphique 23). Avec un investissement privé non résidentiel chiffré à 8 212 \$ par habitant, le Québec est relégué en peloton de queue. Seules les provinces maritimes affichent un niveau d'investissement inférieur à celui du Québec. Notons que l'investissement privé non résidentiel en Finlande est 1,7 fois plus élevé qu'au Québec et, pourtant, la Finlande est loin de faire figure d'exception.

Au final, le constat qui émerge pointe en direction d'un constat clair: le Québec présente une faible intensité capitalistique car les entreprises investissent moins.



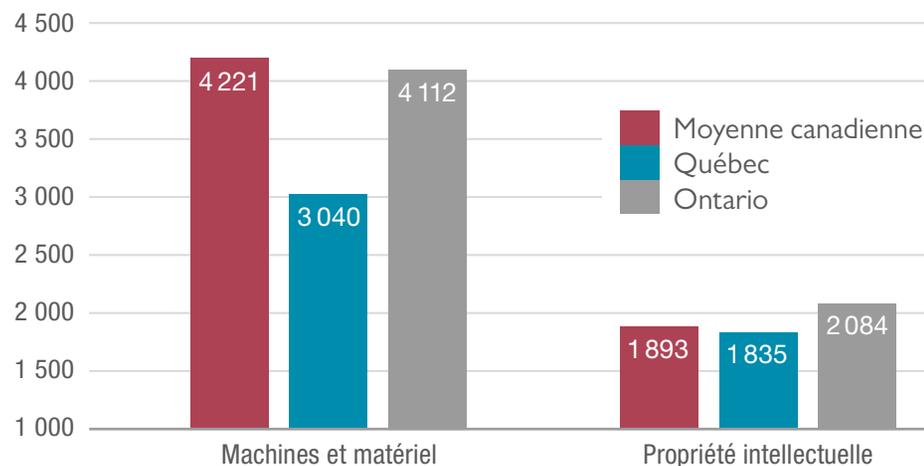
GRAPHIQUE 23
INVESTISSEMENT PRIVÉ NON RÉSIDENTIEL EN 2017
En dollars canadiens de 2017 par emploi à parité des pouvoirs d'achat

STIMULER L'INVESTISSEMENT PRIVÉ: UN LEVIER DE CROISSANCE FONDAMENTAL

La faible propension des entreprises québécoises à investir se répercute de deux façons sur la productivité de la province :

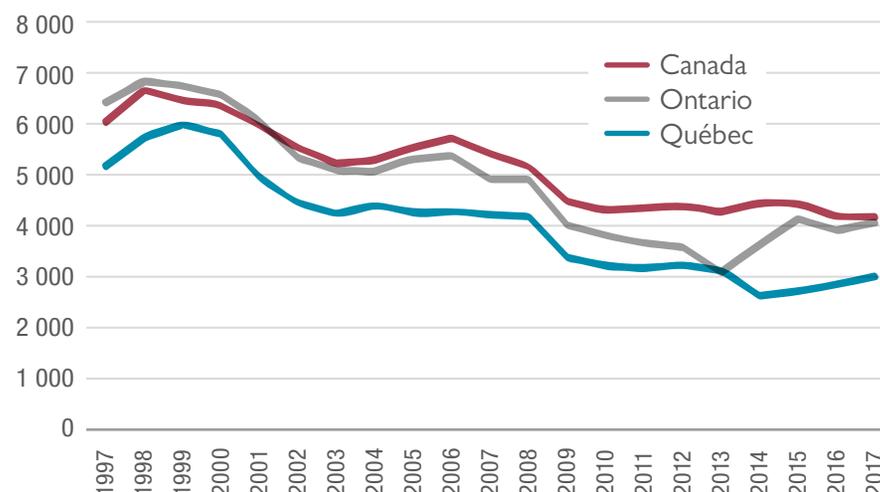
- D'un côté, les entreprises québécoises investissent moins en machines et matériel que ne le font les entreprises canadiennes (Graphique 24), une tendance lourde qui perdure depuis de nombreuses années (Graphique 25). Résultat : les travailleurs québécois disposent d'un stock de capital de production moins important, ce qui réduit inévitablement l'efficacité globale de leur production ;
- Les entreprises québécoises effectuent par ailleurs moins de dépenses de propriété intellectuelle que leurs homologues ontariens. Conséquence directe d'une propension plus faible à entreprendre des activités de R-D, elles sont vraisemblablement moins bien outillées pour innover.

Bref, la province dégagera des retombées considérables si elle parvient à inciter les entreprises à investir plus massivement.



GRAPHIQUE 25
ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS RÉELS PRIVÉS PAR
EMPLOI EN MACHINES ET MATÉRIEL DE 1997 À 2017

En dollars canadiens de 2017 par emploi



GRAPHIQUE 24
INVESTISSEMENT PRIVÉ PAR EMPLOI EN MACHINES ET
MATÉRIEL ET EN PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN 2017

En dollars canadiens de 2017 par emploi



Section 4

POURQUOI SE PRÉOCCUPER DE LA FAIBLESSE RELATIVE DU **NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC ?**



LOURDEUR RELATIVE DE L'ÉTAT

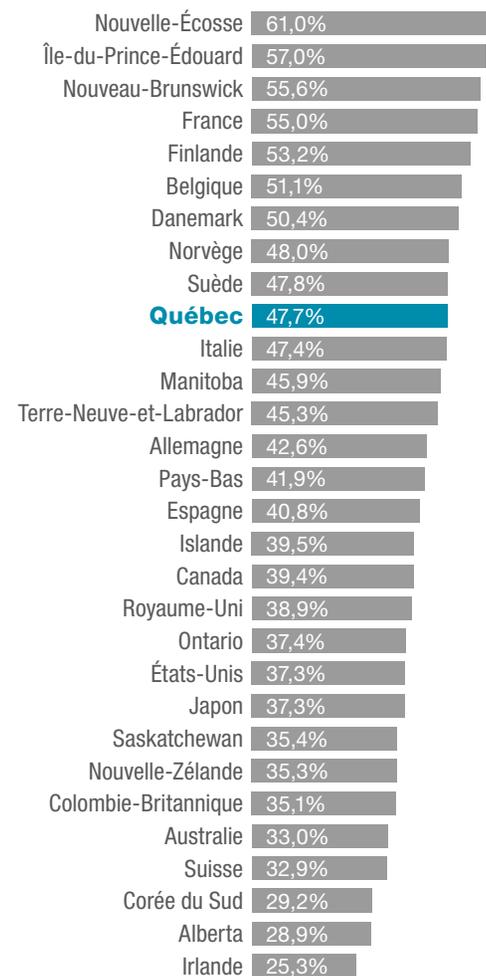
Dans un contexte où le niveau de vie est d'abord et avant tout une mesure de prospérité économique, on doit être conscient que cet indicateur n'offre que peu de renseignements sur la qualité de vie des citoyens ou sur la manière dont la richesse est distribuée dans l'économie. Deux économies peuvent ainsi afficher des niveaux de vie identiques et pourtant offrir une qualité de vie diamétralement opposée, l'une répartissant par exemple équitablement la richesse générée en cours d'année, l'autre favorisant plutôt les mécanismes de libre marché. Bien que de tels écarts constituent des exceptions dans le groupe de pays et de provinces avec lequel on compare le Québec, on doit garder en tête que le niveau de vie est avant tout un indicateur de la capacité d'une économie à générer de la richesse. Et c'est précisément pour cette raison qu'on doit s'en préoccuper.

Par exemple, lorsqu'on compare le poids relatif des dépenses publiques – mesuré par le rapport entre les dépenses totales des administrations publiques et le PIB (Graphique 26) – on constate que le Québec se positionne relativement haut dans le classement. Avec des dépenses publiques représentant approximativement 48 % du PIB de la province, le Québec se positionne tout juste derrière la Suède, la Norvège et le Danemark. Le ton est toutefois différent lorsqu'on compare le niveau des dépenses publiques en fonction de la population plutôt qu'en fonction de la richesse générée (Graphique 27). Le Québec perd alors plusieurs échelons dans le classement et une différence de plus de 25 % sépare la province des pays scandinaves. La richesse générée étant, toutes proportions gardées, moins importante au Québec, l'État pèse aussi lourdement que dans les pays scandinaves même si, en pratique, les dépenses publiques y sont nettement plus faibles.

En augmentant durablement la prospérité économique de la province, le Québec parviendra à égaler les pays scandinaves en finançant davantage de dépenses publiques, ou alors il réduira proportionnellement le poids de l'État dans l'économie. Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'ensemble de la société qui en sortira gagnante, que ce soit à travers des programmes plus nombreux ou de meilleure qualité, ou alors par l'entremise d'une fiscalité moins imposante.

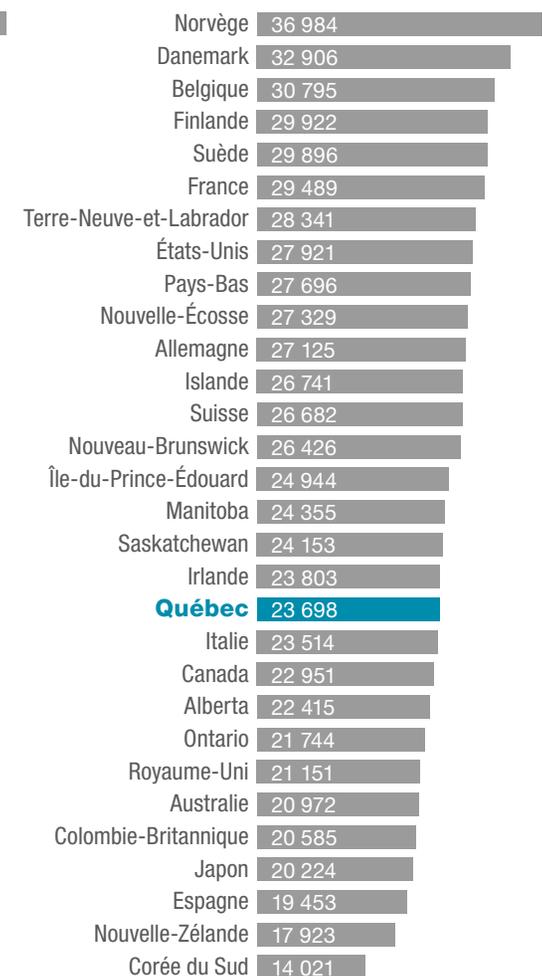
GRAPHIQUE 26
POIDS DES DÉPENSES PUBLIQUES
DANS LE PIB EN 2017

En pourcentage



GRAPHIQUE 27
DÉPENSES PUBLIQUES PAR
HABITANT EN 2017

En dollars canadiens de 2017 par
habitant à parité des pouvoirs d'achat



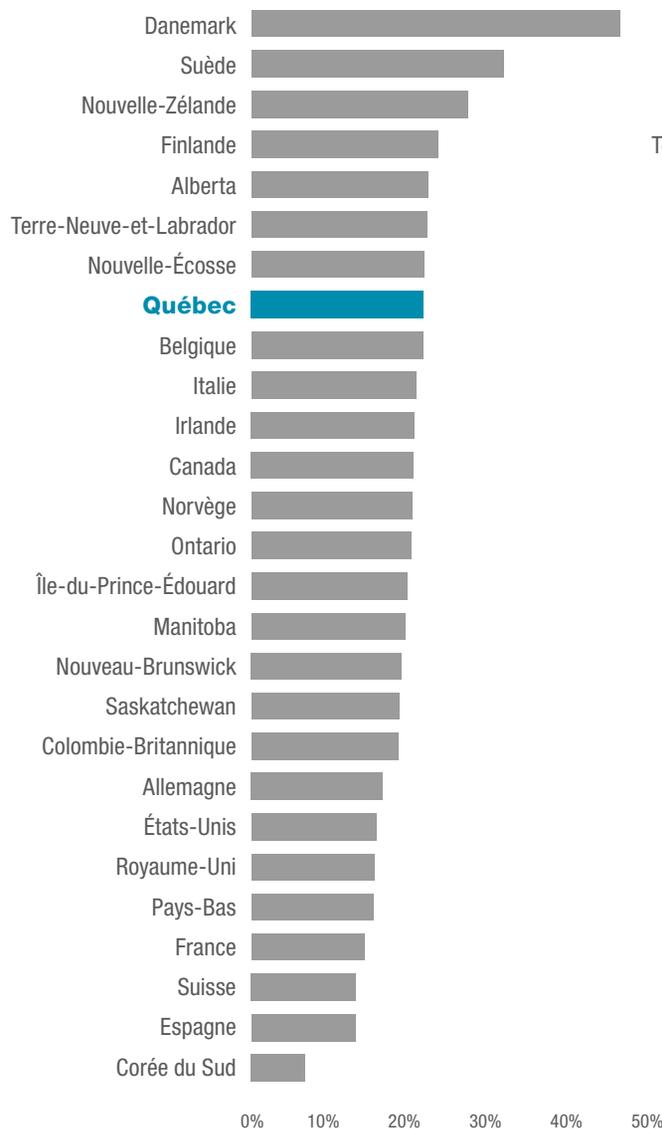
...ET DE LA FISCALITÉ

En corollaire de son effet sur la taille de l'État dans l'économie, la faiblesse relative du niveau de vie au Québec alourdit considérablement le poids de la fiscalité. La création de richesse étant moins importante qu'ailleurs, les administrations publiques doivent imposer plus lourdement les revenus des travailleurs pour au final percevoir un montant similaire – voire inférieur – à celui des autres économies.

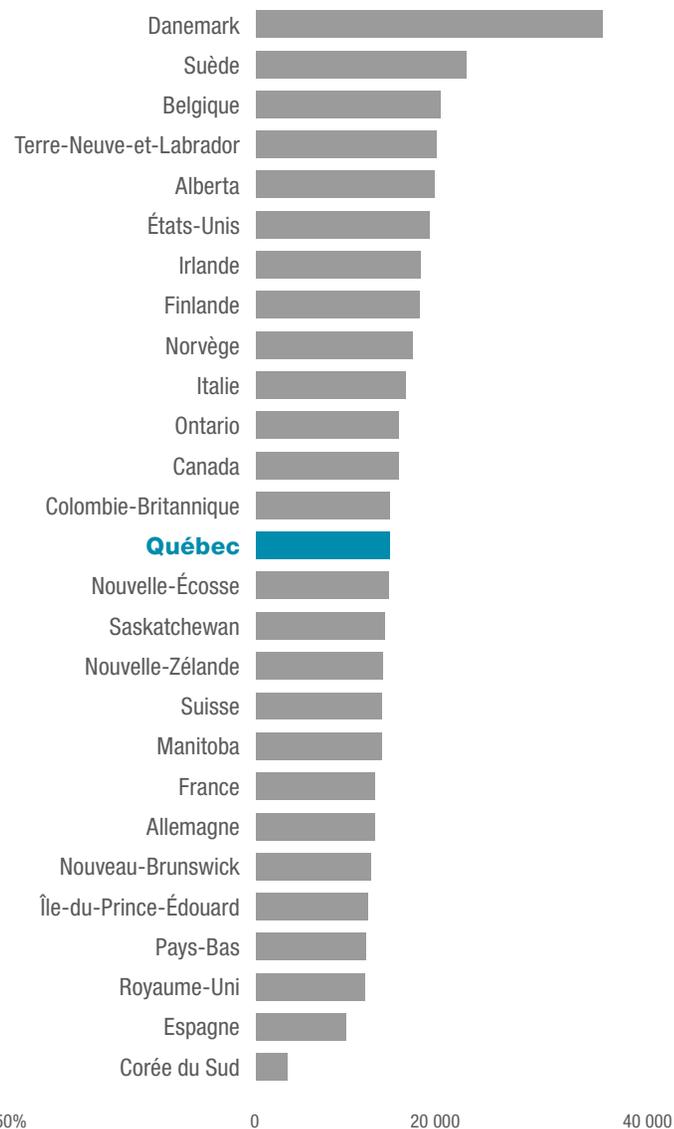
En 2017, les sommes collectées en vertu de l'impôt des particuliers représentaient 21,3 % de la base imposable – ici mesurée par l'ensemble des revenus des travailleurs (Graphique 28). Avec un tel taux d'imposition moyen, le Québec se hissait dans le haut du classement, la province n'étant devancée que par les pays scandinaves et la Nouvelle-Zélande. Le portrait change considérablement lorsqu'on évalue les sommes perçues en fonction du nombre d'emplois (Graphique 29). Le Québec dégringole alors dans le classement, les revenus perçus en vertu de l'impôt des particuliers étant, toutes proportions gardées, moins importants que ne le laissait présager le taux moyen d'imposition des particuliers.

Bien que de telles données ne permettent pas de dresser un portrait exhaustif de la fiscalité des particuliers, elles n'en demeurent pas moins révélatrices quant à la lourdeur de la fiscalité. Leurs revenus étant proportionnellement plus faibles qu'ailleurs, les travailleurs québécois finissent par assumer un fardeau fiscal plus imposant que ne le laissent présager les sommes collectées.

GRAPHIQUE 28
POIDS MOYEN DE LA FISCALITÉ
DES PARTICULIERS EN 2017
En pourcentage



GRAPHIQUE 29
REVENUS PERÇUS EN VERTU DE L'IMPÔT
DES PARTICULIERS PAR EMPLOI EN 2017
En dollars canadiens de 2017 par emploi
à parité des pouvoirs d'achat



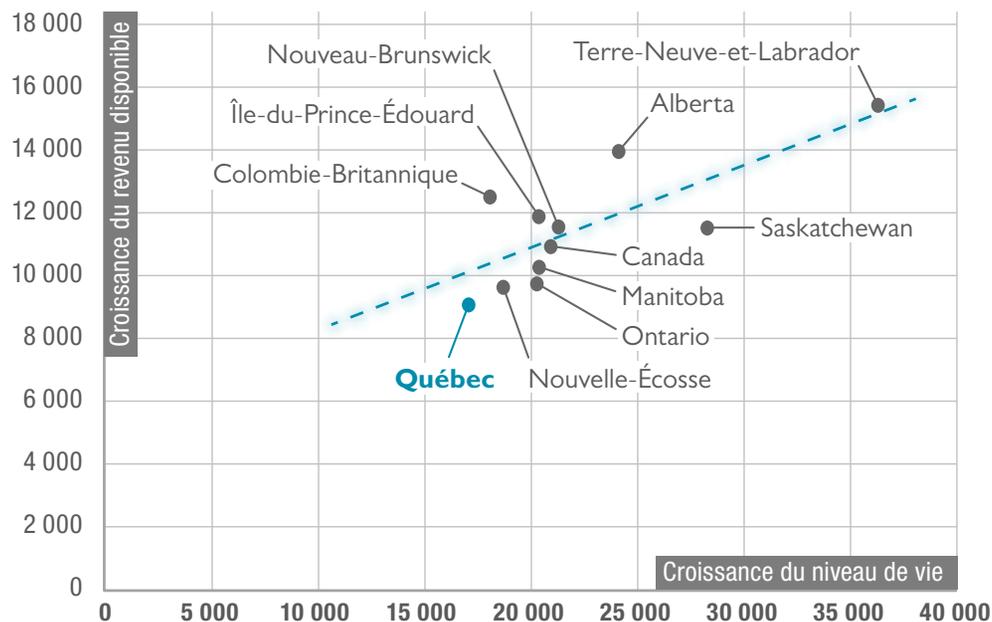
UN IMPACT CONCRET

SUR LE REVENU DES QUÉBÉCOIS [1/2]

À long terme, la capacité d'une économie à créer de la richesse a une incidence directe sur le revenu disponible des ménages, c'est-à-dire sur le montant à leur disposition pour consommer et épargner. Tel qu'on peut le voir à la lecture du graphique 30, les provinces où la croissance du niveau de vie a été plus rapide entre 1981 et 2017 ont règle générale enregistré une augmentation plus importante en termes de revenu disponible. Inversement, l'augmentation a été plus faible dans les provinces où la croissance du niveau de vie a été plus lente.

Considérant le lien étroit qui relie la croissance du revenu disponible à celle du niveau de vie, on ne doit pas se surprendre de constater que le Québec a enregistré la plus faible augmentation absolue au chapitre du revenu disponible entre 1981 et 2017. Résultat : les Québécois se contentent désormais d'un revenu moyen inférieur à celui des habitants des neuf autres provinces alors que 36 ans auparavant, le Québec se comparait avantageusement à l'échelle nationale (Graphique 31).

GRAPHIQUE 30
CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE ET DU REVENU DISPONIBLE ENTRE 1981 ET 2017
En dollars canadiens de 2017 par habitant



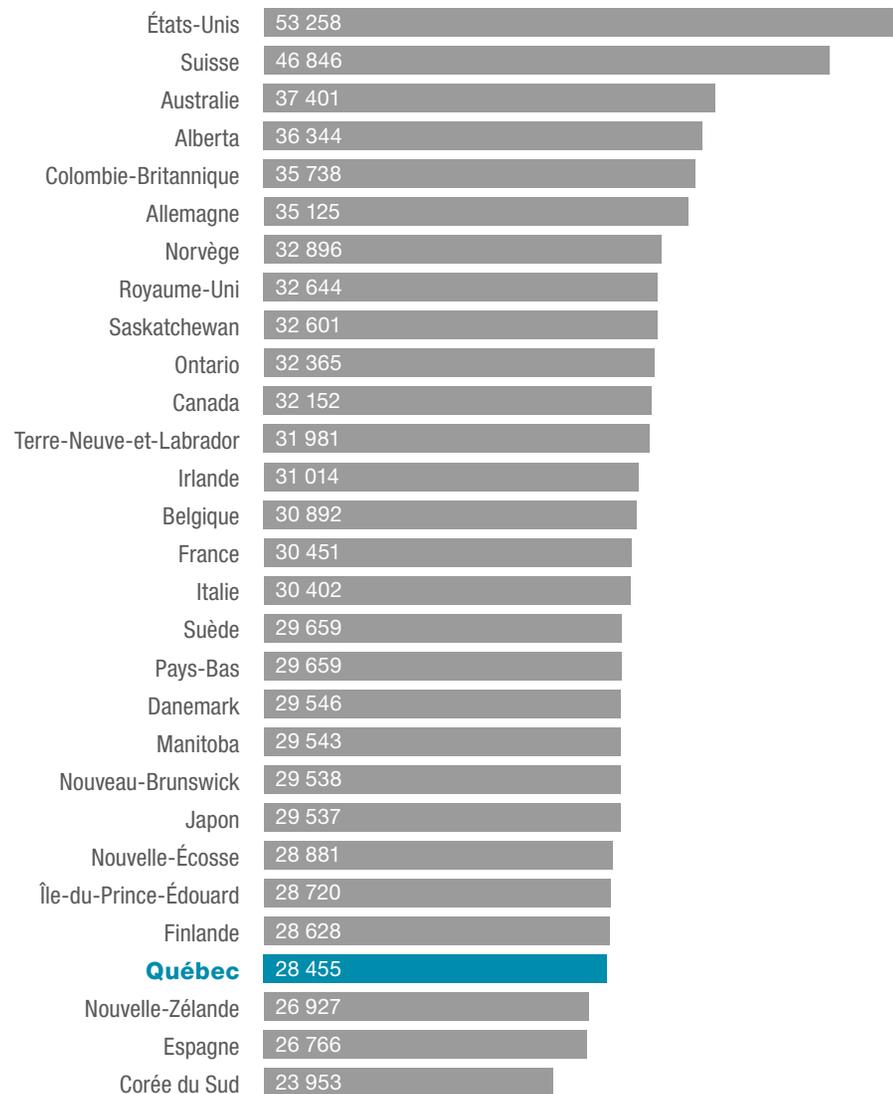
GRAPHIQUE 31
REVENU DISPONIBLE PAR HABITANT EN 1981 ET 2017
En dollars canadiens de 2017 par habitant



UN IMPACT CONCRET

SUR LE REVENU DES QUÉBÉCOIS [2/2]

Les constats ne sont guère différents lorsqu'on étend la comparaison des revenus disponibles à l'échelle internationale (Graphique 32). À nouveau, le Québec est relégué en peloton de queue, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et la Corée du Sud étant les seules économies présentant un revenu disponible inférieur à celui du Québec. Considérant l'écart de richesse qui sépare les ménages québécois des autres provinces et pays avec lesquels on les compare, on ne doit pas s'étonner du fait que le poids de la fiscalité est plus important au Québec.



GRAPHIQUE 32
REVENU DISPONIBLE PAR HABITANT EN 2017
 En dollars canadiens de 2017 par habitant à parité des pouvoirs d'achat

Section 5

LE POINT SUR LES INÉGALITÉS

En percevant taxes et impôts auprès des particuliers et des entreprises, le gouvernement cherche non seulement à financer les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, et à promouvoir le développement économique de la province, mais il assume également une importante mission, celle de redistribuer plus équitablement les revenus. Et à ce chapitre, tout indique que l'État québécois atteint son objectif.



LA REDISTRIBUTION DU REVENU AU CANADA MESURÉE PAR LE COEFFICIENT DE GINI

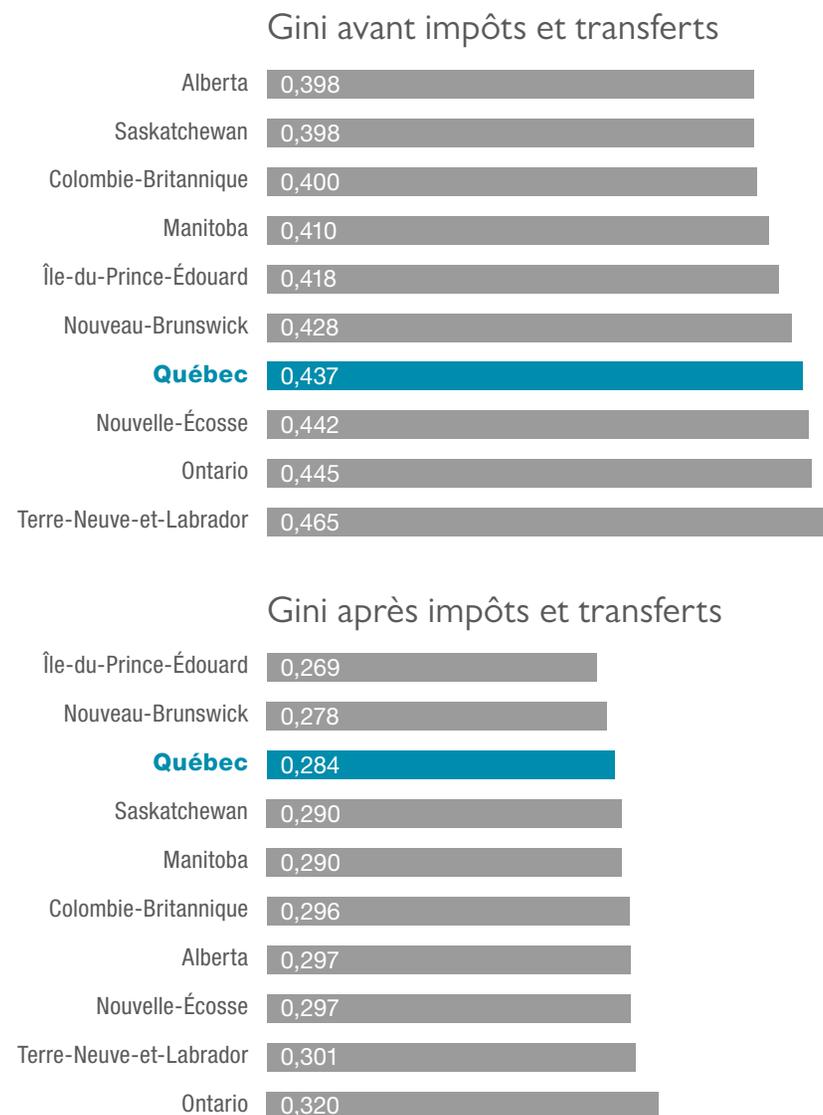
Pour mesurer l'ampleur de l'intervention de l'État pour équilibrer la distribution de la richesse, on peut employer le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités dans la distribution des revenus d'une société.

Borné entre 0 et 1, le coefficient de Gini s'interprète aisément :

- Plus le coefficient de Gini s'approche de la borne supérieure, plus la distribution des revenus est inégale. Ultimement, un coefficient de 1 indiquerait donc qu'un seul individu s'accaparerait tout le revenu ;
- Plus le coefficient de Gini s'approche de la borne inférieure, plus la distribution des revenus est égale. Ultimement, un coefficient de 0 indiquerait que tous les individus ont le même revenu.

Lorsqu'on compare les coefficients de Gini provinciaux avant impôts et transferts (Graphique 33), c'est-à-dire lorsqu'on mesure les inégalités dans la distribution des revenus avant que le gouvernement n'assume sa mission de redistribution, le Québec se positionne dans la portion inférieure du classement. C'est donc dire qu'avant l'intervention de l'État, les inégalités dans la distribution du revenu avant impôts et transferts sont relativement importantes. En revanche, le Québec se hisse dans le tiers supérieur du classement lorsqu'on évalue les coefficients de Gini après impôts et transferts, c'est-à-dire après que le gouvernement ait assuré son rôle de redistribution. En somme, c'est essentiellement grâce à l'intervention des gouvernements que les inégalités de revenus sont moins importantes au Québec

GRAPHIQUE 33
COEFFICIENT DE GINI, AVANT ET
APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS, EN 2016



LA REDISTRIBUTION DU REVENU AU CANADA MESURÉE PAR L'ÉCART ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

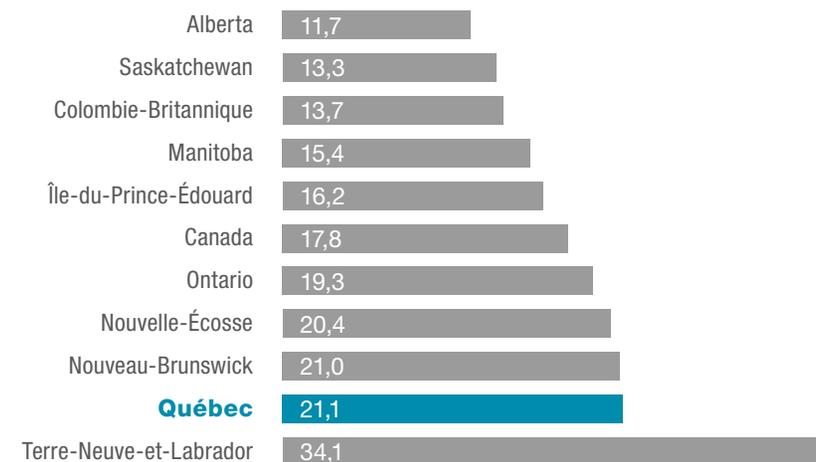
L'intervention du gouvernement pour équilibrer la distribution du revenu est également perceptible lorsqu'on analyse la distribution du revenu par décile (c'est-à-dire lorsqu'on fractionne la population en dix catégories et qu'on détermine le revenu moyen de chacune de ces catégories) et qu'on mesure l'écart de richesse entre le haut et le bas de la distribution avant et après l'intervention de l'État.

En comparant le revenu disponible avant impôts et transferts des deux derniers déciles de la distribution (les 20 % plus riches) à celui des deux premiers (les 20 % plus pauvres) on constate qu'un important clivage sépare le haut du bas de la distribution (Graphique 34). Avant l'intervention du gouvernement, le revenu des 20 % les plus riches en 2016 était 21 fois plus grand que celui des 20 % les plus pauvres, ce qui positionne la province au 9^e rang du classement national.

En revanche, le Québec se hisse à nouveau dans le haut du classement lorsqu'on effectue la même comparaison après impôts et transferts, c'est-à-dire après que le gouvernement ait assuré son rôle de redistribution (Graphique 35). Le revenu disponible après impôts et transferts des 20 % les plus riches est désormais 4,5 fois plus grand que celui des 20 % les plus pauvres et seuls le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard présentent alors un écart plus faible.

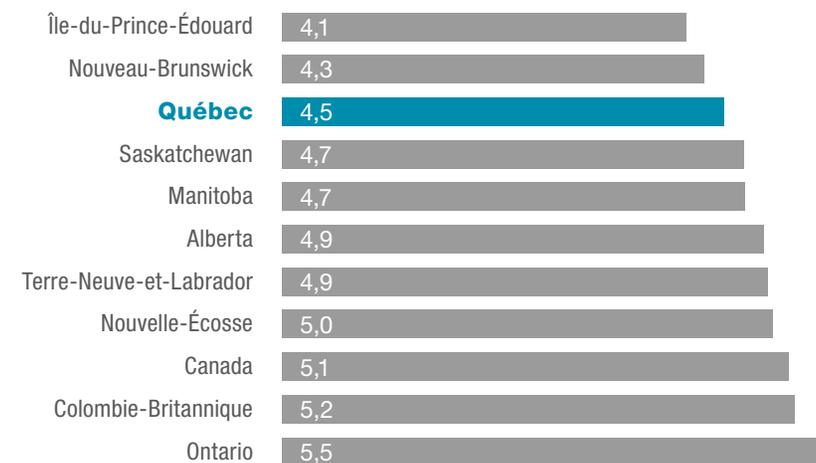
GRAPHIQUE 34
RATIO ENTRE LE REVENU DISPONIBLE DES 20% LES PLUS RICHES
PAR RAPPORT AUX 20% LES PLUS PAUVRES AVANT IMPÔTS ET
TRANSFERT EN 2016

En dollars canadiens de 2016



GRAPHIQUE 35
RATIO ENTRE LE REVENU DISPONIBLE DES 20% LES PLUS RICHES
PAR RAPPORT AUX 20% LES PLUS PAUVRES APRÈS IMPÔTS ET
TRANSFERT EN 2016

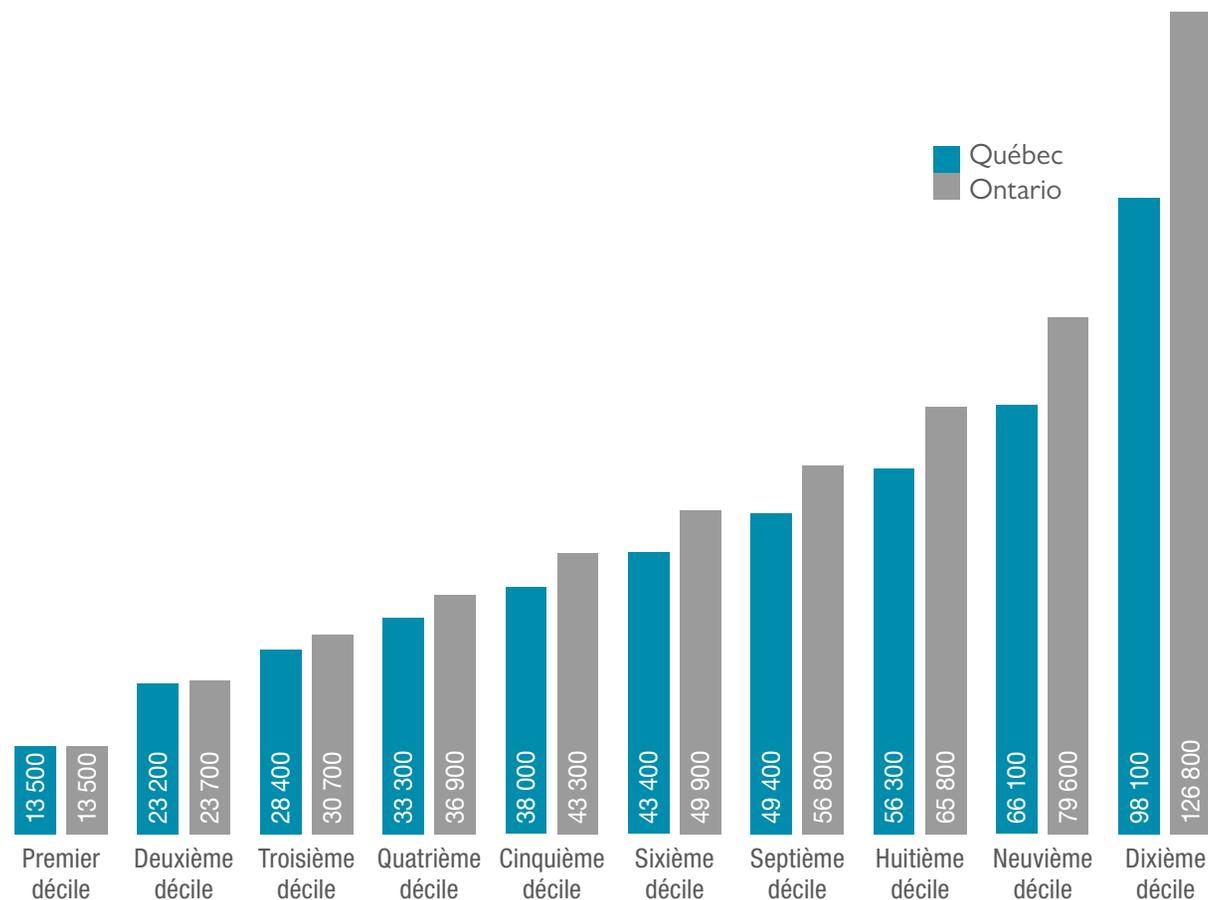
En dollars canadiens de 2016



L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

S'il est vrai que les inégalités de revenus sont moins importantes au Québec qu'en Ontario, ce résultat tend à éluder une réalité pour le moins préoccupante : la vaste majorité des ménages québécois ont des revenus inférieurs à leurs homologues ontariens (Graphique 36). Après impôts et transferts, seuls les ménages du premier décile ont un revenu disponible comparable à leurs équivalents de l'Ontario. À mesure que l'on progresse dans la distribution, l'écart de revenu disponible tourne à l'avantage de l'Ontario et est de plus en plus grand. Au bout de la distribution, les ménages ontariens ont un revenu disponible 29 % plus élevé que leurs équivalents au Québec. Au final, les inégalités sont plus faibles au Québec qu'en Ontario parce que la portion de la population la plus riche dispose d'un revenu plus faible et non parce que les pauvres sont mieux nantis. Faut-il d'une prospérité économique adéquate, la vaste majorité des ménages québécois dispose de moins d'argent pour consommer et épargner, une réalité qui échappe au contrôle du gouvernement dans sa mission de redistribution.

GRAPHIQUE 36
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES
MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS EN 2016
En dollars canadiens de 2016



UN RÉÉQUILIBRAGE EFFECTIF?

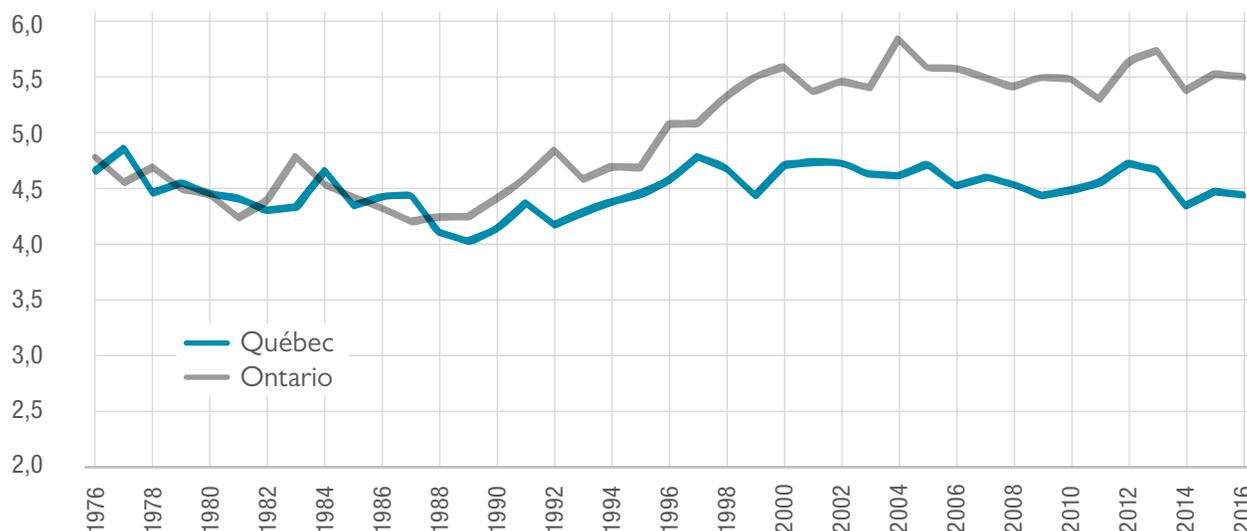
En s'intéressant à l'évolution de l'écart entre les riches et les pauvres au Québec et en Ontario depuis 1976 (Graphique 37), on constate que le Québec est parvenu à se démarquer nettement de l'Ontario à la fin des années 90. Désormais, le revenu des Ontariens appartenant aux deux derniers déciles est 5,5 fois plus élevé que celui des Ontariens appartenant aux deux premiers déciles alors qu'au Québec, le ratio riches/pauvres n'est que de 4,5. Deux éléments expliqueraient un tel résultat (Graphique 38).

D'un côté, la croissance du revenu disponible des ménages situés dans le bas de la distribution s'est accélérée au point où l'écart avec l'Ontario s'est résorbé. De l'autre, l'écart de revenus Québec-Ontario a continué de s'accroître dans la portion supérieure de la distribution. Résultat : les inégalités de revenu ont cessé de s'accroître plus tôt au Québec parce que le revenu des mieux nantis a progressé moins rapidement et celui des moins nantis plus rapidement.

Quoiqu'on puisse se réjouir d'un tel résultat, on doit demeurer conscient que le Québec présente actuellement un niveau d'inégalité plus faible que l'Ontario parce que les plus riches y ont un revenu inférieur à leurs vis-à-vis et non parce que les pauvres y sont mieux nantis. Et au demeurant, on doit garder en tête que le niveau actuel des inégalités au Québec n'est pas incompatible avec une croissance plus soutenue du revenu.

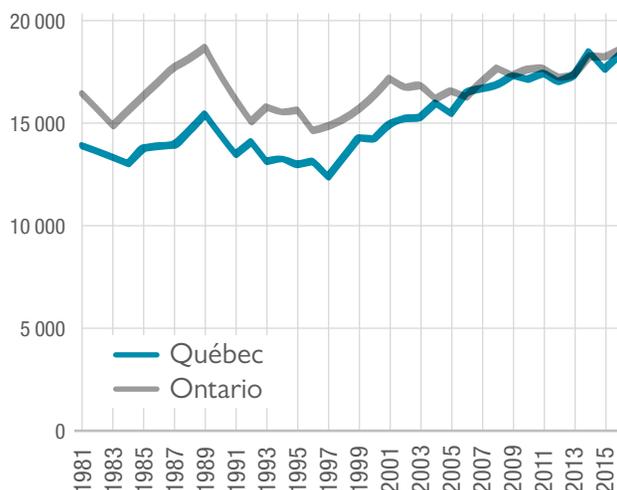
GRAPHIQUE 37

ÉVOLUTION DU RATIO DE REVENU DES 20% LES PLUS RICHES PAR RAPPORT AUX 20% LES PLUS PAUVRES

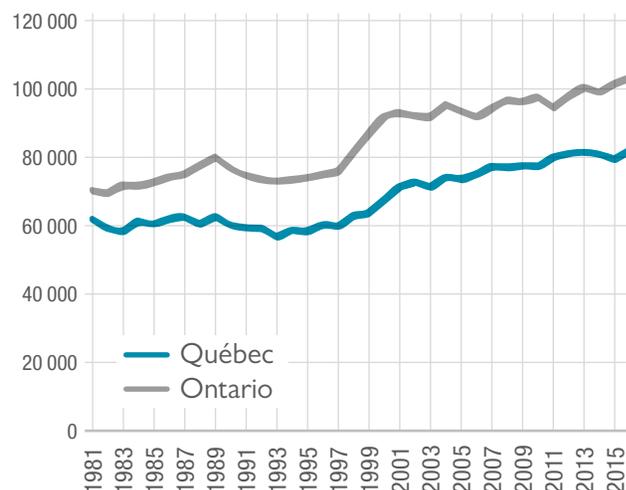


GRAPHIQUE 38

REVENU DISPONIBLE DES 20% LES PLUS PAUVRES



ET DES 20% LES PLUS RICHES



LE FAIBLE COÛT DE LA VIE AVANTAGE-T-IL LES QUÉBÉCOIS?

À ce point-ci, on pourrait être tenté de minimiser l'ampleur du retard observé au chapitre du revenu disponible en invoquant des considérations liées au coût de la vie au Québec. En somme, chaque dollar de revenu disponible au Québec pourrait permettre aux Québécois d'acheter davantage de biens et de services qu'ailleurs au Canada, ce qui leur permettrait de consommer autant, voire davantage, que les autres provinces à partir d'un revenu disponible plus faible. Ultimement, le retard de revenu disponible serait donc compensé – du moins en partie – par le pouvoir d'achat des Québécois.

Bien qu'aucun outil n'ait été spécifiquement développé pour évaluer le pouvoir d'achat dans chaque province, on peut approximer ces différences à partir de la Mesure du panier de consommation (MPC), une mesure de prix développée par Statistique Canada qui est désormais utilisée par le gouvernement fédéral pour mesurer le seuil de la pauvreté dans chaque province. En résumé, la MPC évalue le coût d'un panier de consommation représentant un style de vie modeste pour une famille composée de deux adultes âgés de 25 à 49 ans et de deux enfants âgés de 9 à 13 ans. La MPC donne le montant moyen déboursé annuellement par ce type de famille pour subvenir à l'ensemble de ses besoins – incluant le loisir – dans les principales villes de chaque province, ainsi que dans les villes de plus petite taille et les régions rurales. Quoique la mesure cadre spécifiquement le coût de la vie des ménages à faibles revenus, les différences interprovinciales observées dans le coût de la MPC donnent un bon aperçu du pouvoir d'achat dans chaque province.

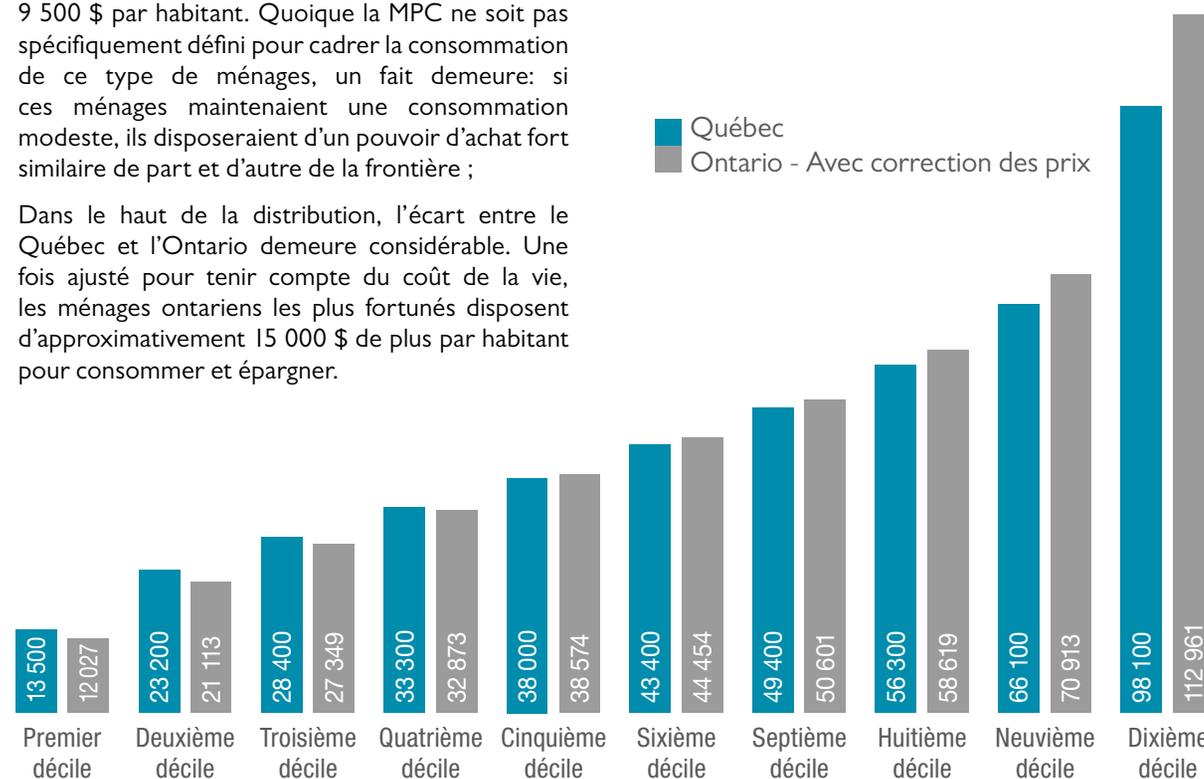
En ajustant la distribution du revenu disponible au Québec et en Ontario de manière à considérer le pouvoir d'achat dans chaque province, on constate que l'avantage détenu par l'Ontario s'amenuise (Graphique 39) :

- Après ajustement du coût de la vie, le revenu disponible des ménages québécois des quatre premiers déciles est désormais supérieur à celui de leurs équivalents ontariens alors qu'avant ajustement, seuls les ménages du premier décile avaient un revenu comparable à l'Ontario ;
- Les écarts se resserrent également dans les déciles suivants. Entre le cinquième et le huitième déciles, les écarts après ajustement du coût de la vie demeurent inférieurs à 2 500 \$ par habitant alors qu'avant ajustement, ils s'échelonnaient dans un intervalle oscillant entre 5 300 \$ et 9 500 \$ par habitant. Quoique la MPC ne soit pas spécifiquement défini pour cadrer la consommation de ce type de ménages, un fait demeure: si ces ménages maintenaient une consommation modeste, ils disposeraient d'un pouvoir d'achat fort similaire de part et d'autre de la frontière ;
- Dans le haut de la distribution, l'écart entre le Québec et l'Ontario demeure considérable. Une fois ajusté pour tenir compte du coût de la vie, les ménages ontariens les plus fortunés disposent d'approximativement 15 000 \$ de plus par habitant pour consommer et épargner.

Au final, force est de constater que le coût de la vie avantage le Québec. Cela dit, un fait demeure : le pouvoir d'achat de 60 % des Québécois demeure inférieur à celui des Ontariens.

GRAPHIQUE 39
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS ET AJUSTEMENT DU COÛT DE LA VIE EN 2016

En dollars canadiens de 2016



CONVERGENCE DU COÛT DE LA VIE

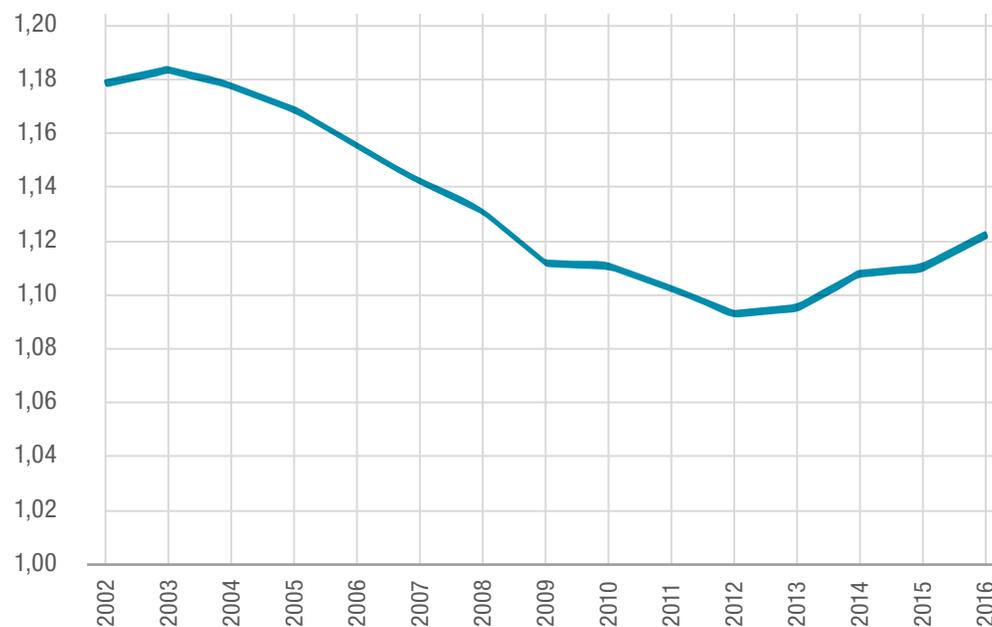
En étudiant l'évolution de la MPC à travers le temps (Graphique 40), on peut voir que l'écart entre le Québec et l'Ontario est aujourd'hui plus faible qu'il ne l'était 14 ans plus tôt. Autrement dit, l'avantage détenu par le Québec en termes de pouvoir d'achat se serait effrité. En 2016, un ménage établi en Ontario déboursait en moyenne 12 % de plus qu'au Québec pour défrayer la consommation de la MPC alors qu'au début des années 2000, l'écart de prix pour ce même panier de consommation était de 18 %.

Bien que la tendance se soit inversée au cours des dernières années, il serait mal avisé de minimiser l'enjeu du revenu disponible en invoquant un coût de la vie moins élevé. Ces écarts peuvent se résorber dans un intervalle de temps relativement court de sorte qu'il est vital de s'attaquer au problème de richesse relative qui plane sur le Québec depuis maintenant trop longtemps.

Graphique 40

ÉVOLUTION DU COÛT DE LA VIE

MPC de l'Ontario sur MPC du Québec en dollars nominaux



SOURCES

GRAPHIQUE 1

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 2

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 3

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 4

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

TABLEAU I

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 5

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2012: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 6

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 7

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 8

Provinces canadiennes

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

GRAPHIQUE 9

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 10

Provinces canadiennes

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

FIGURE 2

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026

PIB réel en \$ de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026

GRAPHIQUE 11

Québec et Ontario

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026

PIB réel en \$ de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026

GRAPHIQUE 12

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

PIB réel en \$ de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

Rémunération du travail: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

Facteur travail: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

Coût du capital: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

Facteur capital: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0026 et compilation spéciale

GRAPHIQUE 13

Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale, 2018

GRAPHIQUE 14

Québec

Effectif : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, Effectif scolaire de la formation professionnelle, selon diverses variables, années scolaires 2005-2006 à 2014-2015, Québec

Population : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Effectif : OECD.StatExtracts (section éducation et formation, panorama de l'éducation, scolarisation par âge)

Population : Nations Unies, population division, world population prospects 2017

GRAPHIQUE 15

Québec, Ontario et Canada

Statistique Canada, CANSIM, tableau 477-0135

Pays membres de l'OCDE

Regard sur l'éducation 2018, les indicateurs de l'OCDE

GRAPHIQUE 16

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Dépenses en éducation : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0041

Population : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 17

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Dépenses en éducation : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0041

Population : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 18

Québec, Ontario et Canada

Dépenses en éducation : Statistique Canada, CANSIM, tableau 385-0041

Population : Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 19

Québec, Ontario et Canada

Statistique Canada, CANSIM, tableau 477-0135

Pays membres de l'OCDE

Regard sur l'éducation 2018, les indicateurs de l'OCDE

GRAPHIQUE 20

Québec, Ontario, Canada

Brevets : OECD.StatExtracts
(section science, technologie et brevets, brevets par régions)

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Brevets : OECD.StatExtracts
(section science, technologie et brevets, brevets par régions)

Population totale: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)

GRAPHIQUE 21

Québec, Ontario, Canada

Dépenses en r-d : Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

Pays membres de l'OCDE

Dépenses en r-d : OECD.StatExtracts
(section science, technologie et brevets, dépense intérieure brute de r-d par secteur de performance et source de financement)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 22

Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Dépenses en r-d : Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

GRAPHIQUE 23

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses :
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

Pays membres de l'OCDE

PIB selon l'approche des dépenses: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 24

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses :
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

GRAPHIQUE 25

Québec, Ontario et Canada

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB selon l'approche des dépenses :
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

GRAPHIQUE 26

Provinces canadiennes

Dépenses publiques: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0047

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Pays membres de l'OCDE

Dépenses publiques : OECD.StatExtracts
(Perspectives économiques no 104 – novembre 2018)

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 27

Provinces canadiennes

Dépenses publiques: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0047

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Dépenses publiques : OECD.StatExtracts
(Perspectives économiques no 104 – novembre 2018)

Population totale: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 28

Provinces canadiennes

Revenus des administrations publiques:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0047

Base imposable: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0037

Pays membres de l'OCDE

Revenus des administrations publiques: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, impôts et cotisations sociales)

Base imposable: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, comptes non financiers simplifiés)

GRAPHIQUE 29

Provinces canadiennes

Revenus des administrations publiques:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0047

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

Pays membres de l'OCDE

Revenus des administrations publiques: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux, impôts et cotisations sociales)

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts
(section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 30

Provinces canadiennes

Revenu disponibles des ménages :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

GRAPHIQUE 31

Provinces canadiennes

Revenu disponibles des ménages :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2012:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

GRAPHIQUE 32

Provinces canadiennes

Revenu disponibles des ménages :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

Revenu disponible des ménages : OECD.StatExtracts

(section comptes nationaux, comptes non financiers simplifiés)

Population totale: OECD.StatExtracts

(section comptes nationaux, définition nationale de la population)

GRAPHIQUE 33

Provinces canadiennes

Coefficient de Gini, revenu disponible après impôts et transferts :

Statistique Canada, CANSIM 206-0033

Coefficient de Gini, revenu de marché avant impôts et transferts :

Statistique Canada, CANSIM 206-0033

GRAPHIQUE 34

Provinces canadiennes

Revenu disponible moyen, avant impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 35

Provinces canadiennes

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 36

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 37

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 38

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 39

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016

GRAPHIQUE 40

Québec et Ontario

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016